

**Aveux du détenu Benhalima :
L'organisation «Rachad» impliquée
dans des plans ciblant la stabilité
de l'Algérie**

P.03



SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales **times**

N°3233 Mardi 29 Mars 2022 - Prix: 15 DA - www.seybousetimes.dz

**Nous informons nos
fidèles lecteurs et
lectrices de l'ouverture
d'un site web.**

**Veuillez le consulter au :
www.seybousetimes.dz**

L'allocation chômage versée au profit de plus de 500.000 bénéficiaires

P.04



ANNABA / APW



**Les activités sociales de
Ramadhan et le tourisme
au menu**

**Une enveloppe de 41 milliards
cts pour les nécessiteux**

P.06

ANNABA-RAMADHAN



**La DCP multiplie ses
interventions sur terrain
pour garantir la stabilité
des prix**

P.06



ANNABA / APC

**A l'annexe de l'état civil de la
Plaine Ouest
Anarchie et mauvais accueil
des citoyens**

P.07

Le Président Tebboune reçoit le Président du Conseil d'administration du groupe Ooredoo

Algérie-États-Unis : Le secrétaire d'État Antony Blinken attendu à Alger

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, lundi à Alger, Cheikh Faïsal Ben Thani Al-Thani, Chef des Investissements Asie-Pacifique et Afrique au sein du groupe Qatar Investment Authority “QIA” et Président du Conseil d’administration du groupe Ooredoo, indique un communiqué de la Présidence de la République.

“Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu au siège de la Présidence de la République, Cheikh Faïsal Ben Thani Al-Thani, Chef des Investissements Asie-Pacifique et Afrique au sein du groupe Qatar Investment Authority “QIA” et Président du Conseil



d’administration du groupe Ooredoo”, lit-on dans le communiqué.

L’audience s’est déroulée en présence du directeur de cabinet à la Présidence de la République, Abdelaziz Khellaf.

Le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken est attendu mardi à Alger dans le cadre de sa tournée qui le conduira aussi en Israël, en Cisjordanie et au Maroc du 26 au 30 mars, indique le département d’Etat dans un communiqué.

En Algérie, “Antony Blinken s’entretiendra avec le président algérien Abdelmadjid Tebboune et son ministre des Affaires étrangères Ramtane Lamamra afin de discuter de la sécurité et de la stabilité régionales, de la coopération commerciale, de la promotion des droits de l’homme et des libertés fondamentales et d’autres domaines d’intérêt commun”.

Le secrétaire d’Etat “inaugurera également officiellement les États-Unis en tant que



pays d’honneur à la Foire commerciale internationale d’Alger, la plus grande foire commerciale de ce type en Afrique” .

Il “rencontrera des représentants d’entreprises américaines en Algérie pour discuter de l’approfondissement des liens économiques et de la promotion du commerce et des investissements entre les États-Unis et l’Algérie” .

Le Premier ministre reçoit l'ambassadeur de la République populaire de Chine à Alger



Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a reçu, dimanche au Palais du Gouvernement, l’ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, Li Lian, qui lui a rendu une visite d’adieu au terme de sa mission à Alger, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre.

“Cette rencontre a été l’occasion de saluer la profondeur des relations historiques unissant l’Algérie et la Chine, et de confirmer leur ferme volonté de renforcer et de diversifier la coopération bilatérale dans le cadre du partenariat stratégique global, notamment en concrétisant des projets communs d’importance stratégique et en explorant de nouveaux horizons pour la coopération entre les deux pays dans divers domaines”, ajoute le communiqué.

Affaire du groupe Benamor : 10 ans de prison ferme requis contre Ouyahia et Sellal

Le procureur de la République près le Tribunal de Sidi M’hamed (Alger) a requis lundi une peine de dix (10) ans de prison ferme assortie d’une amende de deux (2) millions de dinars à l’encontre des anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, poursuivis pour des chefs d’accusation liés à la corruption dans l’affaire du groupe “Amor Benamor”.

Le procureur de la République a également requis, dans la même affaire, une peine de six (6) ans



de prison ferme assortie d’une amende de deux (2) millions de dinars à l’encontre de l’ancien ministre de l’Agriculture, Rachid Benaïssa.

Il a en outre requis une peine de dix (10) ans de prison ferme assortie d’une amende de huit (8) millions de dinars à l’encontre

des propriétaires du groupe, Laïd et El-Hadi Benamor, et une peine de huit (8) ans de prison ferme à l’encontre de Sami Benamor.

Des peines allant de deux (2) à six (6) ans de prison ferme ont été requises contre les autres accusés dans cette affaire et une amende de 32 millions de dinars à l’encontre des sociétés incriminées.

Les accusés dans cette affaire sont poursuivis pour dilapidation de deniers publics, blanchiment d’argent, obtention d’indus avantages et exploitation illégale de terres agricoles.

Une peine de 10 ans de prison ferme requise contre Khalida Toumi

Le Procureur de la République près le Pôle pénal économique et financier du Tribunal de Sidi M’hamed (Alger) a requis lundi une peine de dix (10) ans de prison ferme assortie d’une amende d’un (1) million de dinars à l’encontre de l’ancienne ministre de la Culture, Khalida Toumi, poursuivie pour des chefs d’accusation liés à la corruption.

Khalida Toumi est poursuivie avec d’anciens responsables du secteur de la Culture pour “abus de fonction, dilapidation de deniers publics et octroi d’indus avantages à des tiers”.

Conseil de la nation: Présentation du projet de loi relatif à l'assistance judiciaire

Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Abderrachid Tabi présenté lundi devant les membres du Conseil de la nation le projet de loi relatif à l’assistance judiciaire.

Lors d’une séance plénière présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil de la nation, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, M. Tabi a précisé que ce projet de loi “s’inscrit dans le cadre de l’adaptation des lois aux dispositions de la nouvelle Constitution dont l’article 179 a créé les tribunaux administratifs d’appel statuant en matière administrative”, ajoutant qu’il “vise à garantir

le droit des justiciables démunis à l’assistance judiciaire”, conformément aux dispositions de l’article 42 de la Constitution, qui dispose que “les personnes démunies ont droit à l’assistance judiciaire”.

Ce projet de loi propose “la modification des dispositions afférentes aux demandes d’assistance judiciaire relatives aux pourvois en cassation en vue de leur adaptation aux amendements apportés aux dispositions légales se rapportant aux dossiers des pourvois en cassation en matière civile et pénale”, a fait savoir le Garde des Sceaux.

Il s’agit notamment de “renforcer le droit des justiciables démunis d’accéder

à la Justice en étendant le droit de bénéficier de l’assistance judiciaire aux tribunaux administratifs et d’appel prévus dans la Constitution”, a ajouté M. Tabi.

Pour ce faire, le texte propose “la création d’un bureau d’assistance judiciaire au niveau de chaque tribunal administratif d’appel, auquel s’appliquent les procédures prévues dans cette ordonnance, qui sont les mêmes procédures appliquées au niveau des autres juridictions”, selon le ministre.

Le deuxième amendement proposé concerne “les demandes d’assistance judiciaire relatives aux pourvois en cassation en matière civile et pénale” qui “vise

l’adaptation des dispositions de cette ordonnance au code de procédure civile et administrative”, a expliqué M. Tabi, citant “l’article 560 de ce code qui stipule que le pourvoi en cassation est formé par déclaration ou par requête faite au greffe de la Cour suprême ou de la Cour dans le ressort de laquelle la décision dont pourvoi a été rendue”.

“Ces amendements permettent la prise en charge des justiciables démunis ayant formulé une demande d’assistance judiciaire auprès des tribunaux administratifs d’appel”, a souligné le ministre.

Aveux du détenu Benhalima : L'organisation "Rachad" impliquée dans des plans ciblant la stabilité de l'Algérie

Le détenu Mohamed Azzouz Benhalima a livré de "graves" aveux confirmant l'implication de l'organisation terroriste "Rachad" dans des plans abjects ciblant la stabilité de l'Algérie et ses institutions souveraines, en exploitant des jeunes fourvoyés.

Le détenu Benhalima a révélé aux enquêteurs, dans une vidéo diffusée dimanche, plusieurs noms impliqués dans ces plans, à l'instar de Mohamed Larbi Zitout et ses frères Smaïl et Miloud, Mourad Dehina, Mohamed Abdellah, Amir Boukhers (dit Amir Dz), Abdou Semmar et Assia Kechoud.

Il a également avoué avoir établi des contacts, lorsqu'il a quitté le sol algérien, avec Larbi Zitout à travers Mohamed Abdellah, ajoutant que Zitout lui avait demandé des informations sur "la police, le ministère de la Défense nationale et d'autres ministères". Après avoir expliqué que Zitout confiait, dans le cadre des plans ourdis contre l'Algérie, "une mission spécifique" à chaque membre, le détenu Benhalima a déclaré avoir été chargé de "l'Armée et de la Police,



tandis que Mohamed Abdellah s'occupait de la Gendarmerie nationale et d'autres départements ministériels.

Mohamed Zitout s'occupait, quant à lui, des affaires concernant les présidents et d'autres questions diplomatiques".

"Zitout m'a contacté dans le seul but de porter atteinte aux fondements de l'institution

militaire", a-t-il poursuivi, ajoutant que "Zitout nous fournissait certaines fatwas dont nous ignorions la source et tentaient de nous en convaincre. Il prétendait que l'Islam n'interdisait pas de s'attaquer aux familles des responsables".

Il a également révélé, dans ses aveux, les noms des deux frères de Larbi Zitout qui prenaient

attache avec les jeunes en vue de les recruter à travers des faux comptes sur les réseaux sociaux, soulignant que "les réunions se tenaient dans la discrétion la plus totale pour saper la sécurité et la stabilité de l'Algérie".

Le détenu a révélé aussi que ces plans se tramaient en exploitant les jeunes influenceurs des réseaux sociaux, faisant savoir, à

titre d'exemple, que Smail Zitout (frère de Larbi Zitout) possédait près de 24 pages Facebook, plusieurs logements et téléphones mobiles, alors qu'il est censé être au chômage.

De son côté, Miloud Zitout (frère de Larbi Zitout) travaille dans une société informatique en Belgique et mène des activités suspectes sur le moteur de recherche Google et Youtube, selon les aveux de Benhalima qui a affirmé que "Miloud recevait de l'argent de la part de l'organisation terroriste 'Rachad'".

Concernant sa relation avec Abdou Semmar, Benhalima a avoué avoir été contacté par ce dernier lorsqu'il était en France et l'a invité à passer sur sa Web TV. "Abdou Semmar prétend entretenir des contacts avec des députés et responsables français qui pourraient lui venir en aide", a-t-il ajouté à ce propos.

Le détenu Benhalima a avoué également qu'il avait introduit une demande d'asile politique à son arrivée en France le 18 septembre 2019 et avait reçu les frais d'asile estimés à 500 euros.

Détenu Benhalima : Réseaux sociaux, fonds et parties étrangères parmi les plans ciblant la stabilité de l'Algérie

Le détenu Mohamed Azzouz Benhalima a levé le voile sur des détails du plan ciblant la stabilité de l'Algérie, notamment en ce qui concerne l'utilisation des réseaux sociaux, des fonds et des relations avec les parties étrangères.

Les aveux du détenu Benhalima, sur une vidéo diffusée dimanche par la Direction générale de la Sureté nationale (DGSN), ont porté sur des détails concernant les personnes impliquées qui cherchaient à mettre à exécution leurs plans à travers la collecte de fonds de façon suspecte et le recours à des parties étrangères pour porter atteinte à la sécurité de l'Algérie et ternir son image.

Il a avoué, à ce propos, qu'il avait reçu des fonds versés par Larbi Zitout et Amir Boukhers (dit Amir dz) via d'autres personnes, soulignant que "Amir Dz" possédait plus de 200.000 euros auprès de Larbi Zitout et une autre somme du même montant détenue par l'individu dit Boukezouha.

Il a également fait savoir que "Amir Dz" lui avait proposé de

faire appel à son avocat pour résoudre l'affaire de son asile en France, soulignant que cet avocat était étranger et travaillait pour le compte des services de renseignements français.

"Cet avocat avait déposé une plainte à mon encontre, dans laquelle il dit que j'étais un militaire et que je possédais plusieurs informations sur lui, afin de se débarrasser de moi, ce qui a conduit à mon emprisonnement", a-t-il poursuivi, ajoutant que tout cela est dû aux différends entre Larbi Zitout et "Amir DZ" sur l'affaire de Mohamed Abdellah et l'exclusivité de l'information à diffuser sur Youtube, particulièrement "Amir DZ" qui recevait 1.000 euros pour chaque live.

Le dénommé "Amir DZ" se servait des gens pour ses propres intérêts, a déclaré Benhalima, ajoutant que ce dernier était derrière la diffusion de la vidéo de l'enfant Said Chetouane qui a prétendu avoir été violenté dans un commissariat.

Et de poursuivre qu'il avait

décidé de quitter la France vers la Grande Bretagne avec un faux passeport qu'il s'était procuré grâce à Larbi Zitout avant qu'il ne soit démasqué par la PAF et arrêté immédiatement.

Le détenu a fait savoir qu'il n'avait tiré aucun profit de la part Larbi Zitout, ni du dénommé Amir Dz, affirmant que ces deux personnes "mentent aux gens et font prévaloir l'intérêt personnel sur celui du pays. Ce sont des mercenaires en quête de célébrité et d'argent".

"Je reconnais mon tort et je demande le pardon et la grâce du Président de la République", a-t-il confié, reconnaissant avoir attenté à la réputation de plusieurs personnes, ayant été "fourvoyé alors qu'il menait une vie difficile à l'étranger".

Le détenu Benhalima a appelé Larbi Zitout à cesser d'exploiter les jeunes, conseillant ces derniers de faire preuve de prudence et de s'éloigner des personnes qui visent à attenter à la stabilité du pays.



L'allocation chômage versée au profit de plus de 500.000 bénéficiaires

Plus de 500.000 primo-demandeurs d'emploi bénéficieront de l'allocation chômage à partir de lundi au niveau national, a indiqué dimanche le directeur général de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), Abdelkader Djaber. "Plus de 580.000 primo-demandeurs d'emploi bénéficieront de l'allocation chômage à partir de lundi au niveau national, dont 44% sans qualification professionnelle, 36% diplômés universitaires et 20% diplômés de la formation professionnelle", a précisé M. Djaber dans une déclaration à l'APS. Evoquant les primo-demandeurs sans qualification

professionnelle représentant 44 %, le même intervenant a indiqué que cette catégorie bénéficiera de programmes de formation à court terme afin de lui permettre d'acquérir des compétences dans des spécialités en adéquation avec les offres d'emploi disponibles et partant faciliter leur insertion dans le monde de l'emploi. Pour les primo-inscrits sur la plateforme électronique "Minha" depuis le 25 février dernier pour bénéficier de l'allocation chômage, leur nombre a atteint 1.180.000 personnes dont 92 % ayant obtenu leur rendez-vous pour se rendre aux agences locales de l'emploi, alors que 9 % ont vu leur demande refusée, car



ne remplissant pas certaines conditions. Par ailleurs, M. Djaber a rappelé "la convention signée récemment entre l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) et Algérie Poste, qui a permis l'ouverture de plus de 170.000 comptes courants postaux (CCP) au profit des demandeurs d'emploi inscrits au niveau de l'ANEM et qui ne possédaient pas de compte CCP". L'ANEM a également enregistré "8.700 appels téléphoniques via le numéro vert (30-05), en vue de

demander des renseignements sur l'allocation chômage", a-t-il ajouté. Le DG de l'ANEM a, en outre, affirmé que "l'allocation chômage sera perçue par le bénéficiaire jusqu'à ce qu'il obtienne un poste d'emploi", annonçant la mise en place d'un programme "d'accompagnement individuel" au profit des primo-demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'allocation chômage, et ce, en vue de les aider à mettre en valeur leur savoir-faire et leur assurer une orientation "exacte" sur la base de leurs qualifications vers les offres d'emploi disponibles, dans le but de faciliter leur insertion professionnelle.

ALLOCATION CHÔMAGE : Plus de 500.000 demandeurs d'emploi concernés à ce jour

Le directeur général de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), Abdelkader Djaber a affirmé, mercredi à Alger, que plus de 500.000 primo-demandeurs d'emploi, dont 63% de femmes, étaient concernés jusqu'à ce jour par l'allocation chômage qui sera versée à partir du 28 mars en cours. Dans une déclaration à l'APS, M. Djaber a précisé que les primo-demandeurs d'emploi, concernés par cette allocation chômage, avait atteint à ce jour 580.000 personnes, dont 63% de femmes, faisant savoir que 38% sont titulaires de diplômes universitaires, plus de 19% de ces primo-demandeurs sont diplômés de la formation professionnelle et 43% représentent d'autres catégories".

Le même responsable a indiqué que l'allocation chômage permettrait aux primo-demandeurs d'emploi d'obtenir la carte "Chifa" et de bénéficier ainsi de certaines prestations de la Sécurité sociale. Il a en outre souligné que le nombre de demandeurs d'emploi qui ont fait leur pré-inscription via la plateforme (Minha) depuis le 25 février dernier, était estimé à "1.080.000 personnes, dont 92% ayant obtenu leur rendez-vous pour se rendre aux structures locales de l'emploi". Par ailleurs, M. Djaber a fait état de "la signature récemment d'une convention entre l'ANEM et Algérie Poste, ayant permis l'ouverture de 166.000 comptes courants postaux (CCP) au profit des demandeurs d'emploi inscrits au niveau de



l'ANEM et qui ne possédaient pas de compte CCP, et ce, a-t-il dit, "après avoir fourni un numéro ou une attestation d'inscription aux services d'Algérie Poste", ajoutant que "l'opération d'ouverture de comptes postaux se poursuit toujours". L'ANEM a également enregistré "plus de 8.000 appels téléphoniques via le

numéro vert (30-05), en vue de demander des renseignements sur l'allocation chômage", a-t-il ajouté. Le DG de l'ANEM a, en outre, affirmé que "l'allocation chômage sera perçue par le bénéficiaire jusqu'à ce qu'il obtienne un poste d'emploi", annonçant la mise en place d'un programme "d'accompagnement individuel" au profit des primo-demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'allocation chômage, et ce, en vue de les aider à mettre en valeur leur savoir-faire et leur assurer une orientation "exacte" sur la base de leurs qualifications vers les offres d'emploi disponibles, dans le but de faciliter leur insertion professionnelle. Concernant les demandeurs d'emploi concernés par l'allocation chômage et qui n'ont pas de qualifications professionnelles, M. Djaber a précisé que des mesures avaient été prises, en coordination avec le secteur de la Formation professionnelle, en vue de les former pour une période donnée, afin qu'ils acquièrent un savoir-faire qui leur permettra de bénéficier d'un poste d'emploi.

PROJETS D'INVESTISSEMENT EN SUSPENS : Levée des obstacles sur 39 nouveaux projets

Trente-neuf (39) projets supplémentaires parmi les projets d'investissement en suspens ont bénéficié au cours des deux dernières semaines d'une levée des obstacles, indique dimanche un communiqué du Conseil des ministres. Ce chiffre ressort du bilan périodique sur le développement de la situation des projets d'investissement en suspens présenté par le

Médiateur de la République lors de la réunion du Conseil des ministres présidée dimanche par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Selon le bilan, "813 projets d'investissement ont bénéficié d'une levée des obstacles sur 915 projets recensés, soit 39 projets supplémentaires par rapport à la situation précédente, et 11% seulement des projets en suspens et en cours de



traitement". Un total de 554 projets d'investissement sont entrés en exploitation, soit 57

nouveaux projets par rapport à la situation présentée lors du dernier Conseil des ministres arrêtée à 497 projets. Ces projets, poursuit la même source, ont permis la création de 2169 nouveaux emplois portant ainsi le nombre total d'emplois créés à 32302 emplois. Ce nombre devrait atteindre 50071 emplois avec l'entrée en exploitation de tous les projets ayant bénéficié d'une levée des obstacles.

Industries électriques : Instructions pour introduire le produit national dans les projets de marchés



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a ordonné, dimanche lors de la réunion du Conseil des ministres, d'introduire le produit national dans tous les projets de marchés, indique un communiqué du Conseil des ministres.

A l'issue d'un exposé sur la relance de la stratégie des industries électriques, "le président de la République a instruit le gouvernement de l'impératif d'introduire le produit national dans tous les projets de marchés, particulièrement avec les étrangers", note le communiqué.

Il a ordonné au ministre de l'Energie et des Mines de faire un constat et un inventaire de toutes les importations de la Société nationale de l'électricité et du gaz en procédant immédiatement à l'interdiction de l'importation des produits locaux à l'instar des groupes électrogènes, les transformateurs électriques et les câbles

et autres équipements de qualité requise, et ce, pour encourager l'investisseur algérien.

Le président de la République a également instruit les ministres des secteurs de l'Industrie, du Commerce et de l'Enseignement supérieur, de coordonner avec le Premier ministre pour créer des laboratoires de métrologie et de contrôle des équipements électroménagers importés à l'origine de nombreux accidents ménagers dangereux et à consommation excessive d'énergie, souligne le communiqué.

Le Président Tebboune a salué l'initiative de réunir tous les opérateurs économiques activant dans le domaine des industries électriques et l'appel à organiser une foire spéciale pour ces industries afin de les faire connaître et d'examiner les opportunités de créer des partenariats bilatéraux pour développer leurs activités, ajoute la même source.

Les industriels appelés à la coordonner et collaborer pour aller vers l'exportation

Le ministre du commerce et de la promotion des Exportations, Kamel Rezig, a appelé, mardi à partir de Relizane, les industriels à coordonner et à collaborer entre eux pour aller vers l'exportation. Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite de travail et d'inspection à la wilaya, le ministre a souligné que son département œuvre à encourager les industriels des différentes wilayas du pays à exporter leurs différents produits vers les marchés extérieurs.

Lors de l'inspection d'une unité privée de fabrication de câbles au niveau du parc industriel de Sidi Khettab, qui emploie près de 300 personnes et produit 500 tonnes de différents types de câbles par an, M. Rezig a exhorté

les responsables de cette unité à coordonner et à collaborer avec les unités de production similaires et à adhérer dans des associations professionnelles pour répondre aux besoins du marché national et d'aller vers l'exportation.

A ce propos, M. Rezig a ajouté que l'adhésion des industriels et des producteurs dans les associations professionnelles facilitera le dialogue entre eux et avec le ministère et permettra d'écouter leurs différentes préoccupations afin d'en trouver les solutions et les prendre en charge.

Sur un autre registre, Kamel Rezig a souligné que son département a programmé l'ouverture entre 900 et 1.000 marchés de solidarité "rahma" à travers l'ensemble des wilayas du pays, avant le mois de Ramadhan. Il a relevé



l'augmentation du nombre de ces marchés par rapport à l'année dernière, durant laquelle 222 marchés ont été ouverts.

Lors de sa supervision du lancement symbolique du premier marché de la "rahma"

au niveau national dans la commune de Bendaoud, le ministre a estimé que ces espaces commerciaux permettront aux citoyens d'acquérir les produits alimentaires, les légumes et les fruits à des prix abordables.

Dans ce sens, il a appelé les industriels, les producteurs et les agriculteurs, ainsi que les commerçants de gros, à adhérer à cette opération de solidarité qui contribuera à la promotion de leurs produits.

Par ailleurs, cette visite dans la wilaya de Relizane a été marquée par l'inspection d'une tannerie de transformation de la laine et du cuir dans la zone industrielle de la commune de Bellacel, ainsi que le projet de réalisation d'un laboratoire de qualité et de répression de la fraude.

Le taux d'avancement de travaux de ce dernier projet a atteint les 87%, avec une enveloppe financière estimée à 120 millions de dinars. Le ministre a insisté pour que le projet soit réceptionné en juillet prochain.

Projet de loi sur les zones franches : Opérer une rupture totale avec les pratiques du passé

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a mis en avant dimanche lors de la réunion du Conseil des ministres l'impératif d'opérer dans les dispositions du projet de loi relatif aux zones franches, "une rupture totale et définitive" avec les pratiques du passé.

Le Président Tebboune a donné ses orientations concernant le projet de loi relatif aux règles applicables aux zones franches, insistant sur la nécessité d'opérer dans les dispositions dudit projet

de loi "une rupture totale et définitive avec les pratiques qu'a connue l'Algérie dans le passé pour pouvoir amorcer avec succès une nouvelle phase économique et de développement" lit-on dans le communiqué du Conseil des ministres.

Le Chef de l'Etat a insisté, à cet égard, sur l'importance de "réunir toutes les conditions organisationnelles régissant les différentes activités dans la mesure où ce domaine marque une nouvelle ère en matière de transactions, notamment avec

l'espace africain et ses marchés". Il a également ordonné d'"accorder une importance capitale à la lutte contre les stratagèmes de contrebande pour préserver nos capacités économiques, notamment dans un contexte mondial marqué par des mutations sans précédent", appelant à "faire preuve de vigilance quant à la mise en œuvre rigoureuse des mesures d'interdiction de l'exportation des produits alimentaires de base", selon le communiqué du Conseil des ministres.



ANNABA / APW - 1^{ère} session ordinaire

Les activités sociales de Ramadhan et le tourisme au menu...

Une enveloppe de 41 milliards cts pour les nécessiteux

Tayeb Zgaoula

Séageant en session ordinaire, la nouvelle APW d'Annaba a examiné, hier lundi, deux dossiers inhérents aux activités sociales du mois sacré de Ramadhan et le dossier du tourisme correspondant à la saison estivale 2022. Dès l'ouverture donc des travaux de cette session, le président de l'APW Chelali Abdelaziz a fait une lecture des objectifs tracés visant l'amélioration tout azimut. Prenant ensuite la parole, le Wali, Djamel Eddine Berrimi, a souligné les gros efforts consentis par l'état en énumérant les progrès réalisés dans les différents programmes de développement de la wilaya, notamment en matière d'investissement,

d'amélioration urbaine et donc de cadre de vie dans différents secteurs névralgiques ainsi que dans le secteur de l'emploi à travers les différents dispositifs mis en place par l'état. Par ailleurs, après lecture du rapport de la commission des préparatifs du mois sacré des Ramadhan, il a été détaillé les besoins envers les démunis dans chaque commune. Lui succédant, le directeur de la DAS a dans son intervention brossé tout un tableau des activités de son secteur. Une enveloppe conséquente de 41 milliards cts a été dégagée à travers les 12 communes pour subvenir aux besoins des nécessiteux en plus des donateurs. Tout un programme a été préparé pour le mois sacré de ramadhan comprenant diverses activités



sociales et culturelles, a-t-il fait savoir. S'agissant du secteur du tourisme et de la nouvelle saison estivale, le directeur du secteur Seifeddine Lachreb a détaillé tout le programme d'animation des

plages autorisées à la baignade ainsi que les conditions d'accueil des estivants au niveau du littoral. Il a en ce sens précisé que la wilaya d'Annaba dispose aujourd'hui de pas moins de 7.000

lits répartis à travers les structures hôtelières. D'autres projets sont en cours de réalisation, a-t-il révélé. Enfin, On apprendra dans le rapport du représentant de la commission de l'APW que des insuffisances ont été relevées au niveau de certains sites en matière d'hygiène et d'entretien. Dans les débats, on ne peut pas dire que tout va pour le mieux, car il y a toujours des insuffisances mais aussi il faut reconnaître qu'il y a des améliorations en dépit de certains facteurs se rapportant au covid-19 et d'autres contraintes. Il est à noter qu'à l'ouverture de cette session, un hommage a été rendu à cette occasion à notre ami et membre de l'APW Abdallah Berahail en présence de son fils, décédé dernièrement dans un accident de voiture.

ANNABA / Lutte contre la criminalité

1286 affaires policières traitées durant les deux dernières semaines

LB

Le plan d'action entrepris ces derniers mois par la DGSN en matière de lutte contre la criminalité a eu au moins le mérite d'élucider de nombreuses affaires avec une grande célérité. Les éléments de la sûreté de wilaya des différents corps de la sûreté nationale,

ont mené ces derniers jours 1286 interventions policières couvrant la période du 1er au 20 mars de l'année en cours au niveau de la wilaya d'Annaba. Ces opérations se sont traduites par l'arrestation de 109 personnes pour possession d'armes blanches prohibées ainsi que 234 pour possession de substances psychotropes

destinées à la consommation ainsi que 252 autres individus objet d'un avis de recherches et 303 autres appréhendés pour divers délits. Un appel au civisme des citoyens a été lancé par les forces de l'ordre qui ne cessent de rappeler la disponibilité des numéros verts mis à la disposition des citoyens.



ANNABA / Engagement de la DCP

A l'approche du mois sacré de Ramadhan, la DCP multiplie ses interventions sur terrain pour garantir la stabilité des prix



Sihem Ferdjallah

Les services chargés de l'organisation commerciale, de la régulation et du contrôle des pratiques commerciales et de la répression des fraudes, ont procédé au suivi des opérations de déstockage des produits importés au niveau des chambres froides à Annaba, et l'observation du marché par la surveillance des prix pratiqués, contrôlant au passage les conditions de transport, de conservation et exposition des produits alimentaires. Ce sont pas moins de 40 équipes de contrôleurs de la direction du commerce, assistées des services de sécurité qui ont mené une campagne,

depuis hier, dans toutes les communes de la wilaya pour contrôler les prix, au niveau des magasins d'alimentation général ou dans les marchés de fruits et légumes. Notre source de la direction du commerce contactée par nos soins a affirmé que les sanctions seront sévères pouvant aller jusqu'à la fermeture du local, elles seront infligées à quiconque s'adonne à la spéculation, car la hausse des prix des produits met en difficulté les consommateurs à faibles revenus faibles. Obligation est faite aux commerçants d'alimentation générale et aux marchands des fruits et légumes d'afficher les prix sur les produits faute de quoi les contrevenants s'exposeront à des sanctions

. Pour l'huile et la semoule, la plupart des négoce refusent de s'approvisionner à cause des problèmes des prix enregistrés. Un commerçant nous feras savoir que la direction du commerce pénalise l'augmentation du prix de semoule...Par exemple si en gros le sac de semoule est cédé à 900 DA et qu'il soit vendu à raison de 1000 DA, il lui sera appliqué une sanction. Concernat l'huile de table, les citoyens refusent d'acheter chez les simples commerçants et préfèrent s'orienter vers les grandes surfaces, lorsque ce produit vital est disponible c'est la bousculade en sus des altercations entre les vendeurs et les consommateurs.

ANNABA / REBOISEMENT

Algérie Télécom Annaba en collaboration avec la conservation des forêts, s'implique dans une opération de reboisement

Mazouzi Fatma Zohra

Dans le cadre de la célébration de la journée internationale des forêts correspondant au 21 mars de chaque année, Algérie Télécom Annaba a organisé samedi dernier, en coordination avec la conservation des forêts d'Annaba, district de Chetaibi,



une opération de reboisement. Ce processus s'inscrit dans le cadre du programme

national de reboisement pour développer la richesse forestière nécessaire à la préservation de la faune et de la diversité biologique. Cette opération est également considérée comme une contribution d'Algérie Télécom à donner une impulsion aux opérations volontaires pour ses employés.

Les employés ainsi que leur famille ont participé à cette opération sous la supervision du chef du district de Chetaibi qui a profité de cette occasion pour sensibiliser les enfants ainsi que leur parents sur l'importance de conserver les forêts et a donné des explications sur la particularité des différents

arbres qui poussent au niveau de cette zone. Les familles se sont ensuite dirigé vers la forêt de chetaibi afin d'apprécier la nature. L'opération s'est achevée par la plantation de plus de 100 arbres de type chêne-liège et s'est déroulée dans de bonnes conditions et dans une ambiance pleine de joie.

ANNABA / APC

A l'annexe de l'état civil de la plaine Ouest c'est l'anarchie et le mauvais accueil des citoyens

S.F

La délivrance d'un certificat de résidence et autres documents officiels administratifs est devenue un réel casse-tête pour les citoyens. C'est un parcours du combattant auquel sont soumis les citoyens. Au niveau de l'annexe de l'état civil de la plaine ouest en face des Ex-Galleries, c'est l'anarchie totale. La pagaille est indescriptible et le citoyen assiste, désabusé, à une dégradation du service public. "Une indescriptible anarchie règne ces derniers jours", dénonce un citoyen, et d'ajouter "pour se faire délivrer le fameux document, il faut attendre presque 3 heures de temps, le pire c'est de voir le comportement de la chef de service vis-à-vis des citoyens, qui affiche

du mépris et tient des fois des propos indignes d'une responsable de service exerçant dans un secteur étatique. Pour avoir votre document on vous délivre un certificat de résidence, sans signature ni cachet, et ensuite on vous demande de respecter une autre chaîne pour le faire signer". La salle d'attente du service de l'état civil s'avère exigüe pour contenir un nombre important de citoyens, des files interminables de personnes se forment chaque matin en dehors de l'enceinte de l'annexe. Les longues heures d'attente finissent par user les nerfs. «J'ai dû me déplacer au moins cinq fois pour retirer ce document», nous dit une jeune femme,. Les citoyens demandent au nouveau maire d'inspecter les services de cette annexe.

ANNABA / COVID-19

Le nombre de nouveaux cas au plus bas depuis plusieurs jours en Algérie

Imen.B

Depuis plusieurs semaines, les cas de contaminations à la covid-19 sont au plus bas au niveau du pays, notamment dans la wilaya d'Annaba. En effet, le mois de mars de l'année en cour a été marqué par les chiffres jamais enregistrés depuis le début de la pandémie en mars 2020, avec un bilan en dessous des 20 cas et même en dessous les 10 cas enregistrés par jour, selon



les chiffres rendus publics par le secteur de tutelle. Le ministère de la santé a annoncé huit (8) nouveaux cas de contaminations au covid-19, enregistrés durant

les dernières 24 heures, contre 9 enregistrés hier. Par ailleurs les spécialistes, rappellent, malgré cette baisse, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique , le respect du port du masque et la vaccination qui « reste le meilleur moyen de faire face à la Covid-19 pour éviter une 5eme vague durant le mois de Ramadhan.

ANNABA / CYCLISME

Annaba accueille deux équipes nationales de cyclisme en stage

Siheem.F

Les deux équipes nationales de cyclisme, sont actuellement en stage préparatoire à Annaba, en prévision des prochaines compétitions internationales, notamment le Championnat d'Afrique dans la même discipline, prévu en juin prochain au Nigeria. Selon le communiqué de la Fédération algérienne de cyclisme, "Le stage de Annaba, qui a débuté le 20 de ce mois (mars), connaît la participation de 11 cyclistes, dont



huit appartiennent à la catégorie -23, (Khasib Sasan et Youssef Boukhari, Wassim Keriwe, Chakib Kerwa, Mohamed Bouzidi, Khaled Mansouri, Hamza Magnoush, Zaki Boudar,

Riad Qoury, Abdelghani Falah et Issa Najib Labsir). La même source ajoute que la tâche d'encadrer ce stage , qui se poursuivra jusqu'au 31 mars, a été confiée au sélectionneur national Abdel Basset, à son adjoint Abdel Karim Lachichi, et a Yacine Mokhtari, notant par la même occasion que ces préparatifs s'inscrivent dans le cadre de la préparation des Jeux Méditerranéens, qui constituent la première priorité de l'Algérie au cours de l'été prochain (25 juin-6 juillet).

ANNABA / DISTRIBUTION EAU POTABLE

Les camions citernes profitent des perturbations d'eau potable et augmentent les prix

Imen.B

La perturbation de l'alimentation en eau pousse les habitants de certains quartiers de la wilaya d'Annaba à recourir aux camions citernes d'eau qui sillonnent les quartiers tous les matins, soumis au diktat des vendeurs qui profitent de cette aubaine

en faisant grimper le prix pour atteindre les 4500 DA la citerne de 3 mètres-cubes. Ces perturbations stressent les populations qui se disent exaspérées par ces désagréments. De l'avis de beaucoup de citoyens, les enfants transformés en colporteurs d'eau par leurs parents souffrent le martyr. Jusqu'à quand cette



situation! S'interrogent des pères de famille. Une situation qui angoisse de plus en plus les

riverains, particulièrement à l'approche du mois de ramadhan. Pendant ce temps, ce sont les camionnettes citerne d'eau qui profitent de l'aubaine et les habitants continuent à se faire «saigner» par les revendeurs d'eau douce qui font dans la surenchère face à la forte demande. Les habitants dénoncent l'inertie des

responsables concernés qui n'ont rien fait pour trouver des solutions à ce problème, puisqu'ils exigent des solutions durable à la pénurie d'eau. Aucune des promesses des responsables de l'hydraulique pour venir à bout des perturbations d'eau potable qui frappent plusieurs régions ne s'est concrétisée dans les faits.

VIANDES ROUGES

Djelfa relève le défi de couvrir les besoins du marché

La wilaya de Djelfa, réputée pour son activité d'élevage et leader national dans le domaine de la production des viandes rouges, œuvre à relever le défi de couvrir les besoins du marché local et national en ce produit, pour accompagner la récente décision des autorités relative au maintien de l'interdiction de l'importation des viandes rouges.

Comptant un cheptel ovien estimé à près de 4 millions de têtes et assurant une production moyenne de 560.000 qx de viandes rouges qui couvrent 10 % de la production nationale, la wilaya constitue un atout majeur pour l'économie nationale dans la filière viandes rouges.

La décision de maintien de l'interdiction d'importation des viandes est une "opportunité pour la promotion de cette filière", ont assuré de nombreux maquignons rencontrés par l'APS dans plusieurs marchés à bestiaux.

Pour rappel, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné lors du Conseil ministériel tenu le 13 mars courant, le maintien de l'interdiction stricte de l'importation des viandes congelées et d'encourager



la consommation de viandes locales.

Pour les maquignons de Djelfa, cette décision est un "tournant décisif" pour les éleveurs et les consommateurs réunis, car elle "permettra de privilégier la production locale, tout en renforçant les capacités de production des acteurs de la filière", ont-ils estimé.

Des citoyens de la wilaya se sont, également, félicités de cette décision qui place les responsables en charge de la filière viandes rouges face au défi de couvrir les besoins du marché et de promouvoir, à l'occasion, l'économie locale.

La wilaya de Djelfa enregistre actuellement une hausse de l'offre grâce à son important cheptel et sa grande production

de viandes rouges, même en période de forte demande, à l'instar du mois de Ramadhan et des fêtes de l'Aïd El Adha.

Cette performance s'explique par le grand intérêt que continuent de porter les enfants de Djelfa à l'activité d'élevage et à la sauvegarde de cette importante ressource économique, en dépit des difficultés rencontrées sur le terrain.

C'est notamment le cas de Lhadj Saâd, un éleveur de la commune de Tadmit (50 km au sud de Djelfa), qui a souligné les efforts consentis par les éleveurs pour "garantir une disponibilité du produit sur le marché, en dépit des problèmes de manque de fourrages et de la sécheresse qui a touché la région ces dernières années, affectant le couvert

végétal et réduisant les pâturages "a-t-il déploré.

En effet, les éleveurs de la wilaya sont unanimes à considérer que le problème des fourrages est "un véritable casse-tête" pour eux, particulièrement en période de stress hydrique et d'intempéries.

A ce propos, des universitaires et spécialistes en économie et en agriculture pastorale de l'université "Ziane Achour" ont déjà appelé les éleveurs, à maintes reprises, à un changement de la conduite d'élevage et à l'adoption des nouveautés dans le domaine, en intégrant, suffisamment, les fourrages verts, à travers l'élargissement des périmètres irrigués, afin d'assurer des pâturages saisonniers et réduire, ainsi, la facture d'importation d'orge subventionné.

Le contrôle vétérinaire, un pilier de la protection du consommateur

De son côté, l'inspection vétérinaire de la direction des services agricoles(DSA) de Djelfa œuvre, à travers ses missions de contrôle, à protéger le consommateur et à préserver le cheptel. Elle constitue ainsi un pilier et un maillon important dans la protection du citoyen contre les risques des viandes impropres à la consommation.

A ce propos, l'inspecteur vétérinaire en chef, Toufik Bouzoudja a indiqué à l'APS que "les vétérinaires sont mobilisés au niveau des abattoirs pour le contrôle du parcours et des étapes de production des viandes rouges".

La mission des vétérinaires consiste en le contrôle sanitaire des ovins, tout en s'assurant qu'il ne s'agit pas de brebis, car ces dernières sont protégées par la loi interdisant leur abattage pour préserver la pérennité de la richesse, a-t-il rappelé.

Outre ce contrôle préalable, les carcasses des viandes bénéficient, après abattage, d'un autre contrôle rigoureux avant leur estampillage, pour vérifier qu'elles sont propres à la consommation, au moment où les carcasses suspectes sont détruites.

M. Bouzoudja qui a déploré la prolifération des abattoirs clandestins, a assuré l'engagement d'actions pour lutter contre ce phénomène, en coordination avec divers organismes dans le but, a-t-il dit "d'y mettre un terme et de préserver le cheptel, en application du décret fixant les règles relatives à l'abattage légal".

BECHAR

La STEP de Bechar, un projet pionnier en matière de préservation des ressources hydriques

La Station de traitement et d'épuration des eaux usées (STEP), en cours de réalisation au Sud de Bechar, pour un coût de plus de quatre (4) milliards de dinars, se veut un projet pionnier en matière de préservation des ressources hydriques, à travers la réutilisation des eaux épurées, selon des responsables et techniciens chargés de l'infrastructure.

"La STEP de Bechar de cinquième génération dont les travaux ont été lancés en décembre 2020, et qui connaît actuellement un taux d'avancement de l'ordre de

35%, aura dès sa mise en service prévue en juin 2023, une capacité de traitement de 55.000 m3 par jour, devant ainsi permettre de traiter les eaux usées d'une population de 386.000 habitants à l'horizon 2040", a précisé à l'APS, le chef du projet Youcef Rafad.

La Station sera dotée d'équipements ultramodernes de prétraitement, de traitement biologique des eaux usées, de traitement tertiaire et surtout d'une filière boue, pour l'utilisation de cette matière dans les activités agricoles, a souligné M. Rafad.

"Les retards enregistrés dans

la réalisation de la station de relevage de la STEP, en raison des contraintes d'expropriation, viennent d'être rattrapés par la wilaya, ce qui permettra de relancer les travaux", a-t-il ajouté.

"Actuellement les travaux de cette infrastructure hydraulique, concernent la réalisation de trois (3) bassins d'épuration, qui sont à 50% d'avancement, d'une station de prétraitement réalisée à 75%, trois (3) autres bassins de clarification des eaux usées, qui sont à 10% des travaux de réalisation, deux (2) autres bassins épaisseurs en forme circulaire, destinés au traitement

de la boue et un lit de séchage dont les travaux sont à 15 % d'avancement", a détaillé pour sa part, Mustapha Chemidi, ingénieur hydraulicien, chargé des études et suivi technique de ce chantier.

Les eaux traitées réutilisées pour l'irrigation agricole

Les eaux usées urbaines traitées et épurées par la STEP de Bechar seront réutilisées pour l'irrigation agricole, au profit d'une superficie de 1.200 hectares. Elles seront également réinjectées dans l'oued Bechar sans risque de polluer l'environnement de ce site naturel dont une opération

d'aménagement pour en faire un site de détente et de loisirs des populations est retenue parmi les projets d'avenir du secteur des ressources en eau, a indiqué le directeur du secteur M. Kheireddine Allal.

Cet ouvrage qui s'étend sur 40 hectares et qui a été gelé auparavant par les pouvoirs publics pour des considérations financières a également pour but la préservation de la santé publique des maladies à transmission hydrique (MTH), la protection de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie et du milieu dans cette même collectivité.

TÉBESSA / LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION

Saisie de plus de 3800 litres d'huile

Mizab Abderrahmane

Agissant sur des informations qui leur sont parvenues faisant état d'un commerçant sis au quartier "Les jardins" qui avait stocké une importante quantité d'huile de table dans

un dépôt, les éléments de la brigade économique et financière relevant de la sûreté de la wilaya en collaboration avec la direction du commerce ont procédé à la saisie de 660 bidons de 5 litres d'huile de table pour une quantité totale de 3800 litres destinée à la

spéculation pendant le mois de ramadhan. Cette opération a été menée soigneusement suite à la fouille effectuée au niveau de quartier, après avis du procureur de la république du tribunal de Tébéssa qui ordonna l'ouverture d'une enquête judiciaire à l'encontre du spéculateur.



PRÉSIDENTIELLE 2022 :

Stricte égalité du temps de parole entre candidats, diffusion de la propagande électorale... Début de la campagne officielle

Deux semaines du premier tour de l'élection présidentielle, la campagne officielle commence ce lundi. Les douze candidats bénéficieront notamment d'une stricte égalité de temps de parole dans les médias radios et télévisés. A moins de deux semaines du premier tour, la campagne présidentielle entre dans sa dernière ligne droite lundi 28 mars, avec le début de la campagne officielle. Première conséquence : les règles de la couverture audiovisuelle des douze candidats évoluent. Les compteurs du temps de parole et d'antenne sont remis à zéro, tandis que s'applique désormais un principe d'égalité stricte de temps de parole entre

les candidats.

Comme le souligne l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), les prétendants à l'Elysée comme leurs soutiens bénéficieront donc du même temps de parole à l'antenne radio et télévisée, quel que soit le poids électoral de leur parti ou leur position dans les sondages, sur toutes les tranches horaires de diffusion (matin, journée, soirée et nuit).

Période de réserve les 9 et 10 avril

La période de campagne officielle signifie en effet que durant les deux semaines avant le scrutin, les pouvoirs publics et les médias audiovisuels doivent traiter tous les candidats à l'élection

présidentielle dans les mêmes conditions.

Lundi 28 mars marque aussi le début de la diffusion des spots télévisés des candidats, tandis qu'un affichage public minimum sera assuré par les pouvoirs publics aux prétendants à l'Elysée (panneaux électoraux) et que l'Etat prend en charge l'envoi de leur profession de foi.

La veille et le jour du premier tour, les 9 et 10 avril, les candidats et les médias audiovisuels entreront dans la dernière phase de la campagne, la « période de réserve » : l'interdiction de la diffusion de tout message de propagande électorale, afin de ne pas influencer le vote dans ses derniers instants.

Si les sondages, résultats



ou propos électoraux des candidats ne peuvent pas, non plus, être diffusés à l'antenne, l'Arcom rappelle en revanche que « les chaînes de télévision et les stations de radio peuvent diffuser des reportages sur le vote des candidats et des personnalités qui les

soutiennent ».

Dans l'entre-deux tours, du 11 au 22 avril, la période d'égalité stricte entre les deux candidats finalistes reprendra. A son tour, à la veille et le jour du second tour, le 24 avril, la « période de réserve » s'imposera.

PRÉSIDENTIELLE AU BRÉSIL :

Jair Bolsonaro évoque « une bataille entre le bien et le mal »

La réélection du chef de l'Etat, qui a tenu son meeting dimanche à Brasilia, s'annonce difficile. Dans tous les sondages, il est relégué à la deuxième place, loin derrière Lula.

Le Parti libéral (PL) avait vu grand pour le lancement de la pré-candidature de Jair Bolsonaro à un nouveau mandat, dimanche 27 mars. Le nouveau mouvement politique du chef de l'Etat, et le neuvième auquel il adhère depuis le début de sa carrière, avait réservé le plus important palais des congrès d'Amérique latine pour l'évènement, à Brasilia.

Mais en violation flagrante de la loi électorale, qui fixe au 16 août le début de la campagne présidentielle – l'élection se tiendra en octobre –, le PL a dû rebaptiser à la hâte la cérémonie, et faire disparaître des affiches les termes « lancement » et « pré-candidature ».



Les discours annonçaient bien pourtant une campagne électorale et le décor était entièrement dédié « au capitaine du peuple », une formule écrite en lettres géantes sur les écrans. Mais pour ce lancement, il manquait l'enthousiasme, et la foule des militants, qui ne remplissait pas du tout l'immense salle.

Le président n'a pas non plus montré un

grand entrain lors de son discours d'une vingtaine de minutes, plus centré sur son bilan et son passé que sur un nouveau mandat. Accompagné des principales figures de son gouvernement, il a promis une nouvelle fois de « donner sa vie pour le Brésil », en ajoutant à de nombreuses reprises « si Dieu le veut ». Avec le vocabulaire militaire qu'il affectionne, il a décrit le

combat qu'il va mener comme « une bataille du bien contre le mal. Dans notre Brésil, notre ennemi n'est pas externe, il est interne ».

Une réélection qui s'avère difficile

Sans jamais citer nommément l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva dit Lula, il a attribué à la gauche – l'ennemi interne – tous les maux du pays, en particulier la corruption et la perte des valeurs morales. Il a recyclé des arguments et formules de l'élection de 2018 en répétant que le Brésil connaîtrait le même sort que le Venezuela ou Cuba si le Parti des travailleurs (PT) revenait au pouvoir. Mais sans élever la voix ni soulever l'indignation des militants, comme il parvenait si bien à le faire quatre ans auparavant.

Le lancement de cette campagne, qui n'en était donc pas un, devrait quand même mettre en branle

la machine de l'extrême droite pour tenter une réélection qui s'avère difficile. Dans tous les sondages depuis un an, le président est relégué à la deuxième place, loin derrière Lula avec 10 à 15 points de retard.

Le 24 mars, dans la plus récente enquête d'opinion de l'Institut Datafolha, il a cependant obtenu quatre points de plus qu'en décembre 2021, à 26 % d'intentions de votes, tandis que Lula en perd cinq (de 48 % à 43 %). « Le président a gagné en popularité car il est en réalité déjà en campagne : il voyage, inaugure à tour de bras des infrastructures et surtout utilise au maximum le budget de l'Etat. Avec des nouvelles aides sociales, il a gagné des voix auprès des classes à faible revenu qui votent plutôt pour Lula », considère la sociologue Esther Solano, professeur à l'Université fédérale de Sao Paulo (Unifesp).

Le Salvador déclare l'état d'urgence après 62 homicides en une journée attribués aux gangs



La police et l'armée du Salvador ont lancé samedi une opération contre la Mara Salvatrucha, un des plus dangereux gangs du pays, accusée d'être responsable de cette vague d'homicides.

Le Parlement du Salvador, à la demande du président, Nayib Bukele, a approuvé, dimanche 27 mars, l'instauration de l'état d'urgence pour une durée d'un mois, afin de tenter d'endiguer la violence des gangs criminels, accusés

d'avoir commis 62 meurtres en vingt-quatre heures.

Le décret, approuvé par une large majorité du Parlement, restreint la liberté de réunion, l'inviolabilité de la correspondance et des communications, et autorise les arrestations sans mandat.

Selon la Constitution salvadorienne, l'état d'urgence peut être mis en place « en cas de guerre, d'invasion du territoire, de rébellion, de sédition, de catastrophe, d'épidémie ou d'autre

calamité générale, ou de graves perturbations de l'ordre public ».

« Depuis hier, nous assistons à un nouveau rebond des homicides, ce contre quoi nous avons travaillé si dur. Tout en combattant les délinquants dans la rue, nous tentons de déchiffrer ce qui est en train de se passer et qui se trouve derrière et finance tout ça », a déclaré M. Bukele, qui a convoqué une réunion de crise des responsables de la sécurité.

YÉMEN :

Raids saoudiens malgré l'annonce d'une trêve temporaire par les rebelles houthistes

Des zones contrôlées par les rebelles ont été visées par la coalition militaire dirigée par Riyad, en réaction à une série d'attaques des houthistes ces derniers jours.

La coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite au Yémen a bombardé, dans la nuit de samedi 26 à dimanche 27 mars, des zones contrôlées par les rebelles houthistes, après que ces derniers ont annoncé de manière unilatérale une trêve de trois jours, a fait savoir Riyad.

La guerre qui ravage le Yémen, pays pauvre de la péninsule arabique, depuis plus de sept ans oppose les forces progouvernementales, appuyées par la coalition, aux houthistes, des rebelles soutenus par le grand rival de Riyad, l'Iran.

Samedi soir, vers minuit, la

coalition a annoncé avoir « lancé des frappes aériennes sur les camps [militaires] et zones stratégiques des rebelles houthistes à Sanaa », la capitale aux mains des rebelles depuis 2014, selon la chaîne de télévision d'Etat saoudienne, Al-Ekhbariya. Aucun commentaire n'a été fait dans l'immédiat sur les victimes potentielles de ces raids.

Des efforts pour une trêve pendant le ramadan

La coalition a renforcé les raids sur les zones contrôlées par les rebelles houthistes, notamment Sanaa (nord) et la région méridionale de Hodeïda (ouest), en réaction à une nouvelle série d'attaques des rebelles contre l'Arabie saoudite, vendredi. L'une d'entre elles a provoqué – sans faire de victimes – un gigantesque incendie dans

un site pétrolier à Djedda (ouest), proche du circuit de formule 1 qui a accueilli ce week-end le Grand Prix d'Arabie saoudite.

Mais le lendemain, les rebelles ont annoncé qu'ils allaient cesser leurs offensives dans leur pays ainsi qu'en Arabie saoudite pendant « trois jours ».

Cette trêve pourrait devenir « permanente » si l'Arabie saoudite lève le « blocus » sur le Yémen, cesse ses raids aériens et retire ses « forces étrangères » du pays, avait déclaré Mahdi Al-Mashat, haut responsable des houthistes. Les Saoudiens n'ont pas réagi à cette annonce.

Dimanche, le bureau de l'envoyé spécial des Nations unies (ONU) pour le Yémen, Hans Grundberg, a annoncé que ce dernier « poursuivait

ses efforts en vue d'une trêve pendant le ramadan », le mois de jeûne musulman, qui a lieu cette année en avril. « Il réitère son appel à la désescalade et salue toutes les mesures prises par les parties dans cette direction », a-t-il déclaré sur Twitter.

« Perspectives inquiétantes »

Samedi, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, avait « fermement condamné la récente escalade du conflit au Yémen », dénonçant tant « les attaques aériennes menées vendredi par les houthistes » que « les frappes aériennes de la coalition qui ont suivi à Sanaa ». Selon l'ONU, ces raids « auraient tué huit civils, dont cinq enfants et deux femmes ».

Cette situation laisse prévoir des « perspectives extrêmement inquiétantes »,

selon Achim Steiner, le chef du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). « La réalité est que le désespoir, la pauvreté, la destruction ont atteint un niveau tel au Yémen que la majorité de la population n'est plus en mesure, d'une manière ou d'une autre, de subvenir à ses besoins », a déclaré à l'Agence France-Presse (AFP) le responsable onusien.

Avec près de 380 000 morts et des millions de déplacés, selon les Nations unies, la guerre a provoqué au Yémen l'un des pires drames humanitaires au monde, une grande partie de la population étant confrontée à une faim aiguë, parfois proche de la famine.

« Que va laisser cette crise sanitaire en matière de droits des passagers aériens en Europe ? »

Conseil juridique pour AirHelp (leader européen spécialiste des droits des passagers aériens) Elodie Riffaut, avocate, s'inquiète, dans une tribune au « Monde », de la volonté de certaines compagnies aériennes de rogner sur les droits des passagers, alors que jusqu'à présent la réglementation européenne a fait ses preuves. Tribune. Le secteur aérien, fortement impacté par les restrictions liées à la crise sanitaire, reprend peu à peu

du service, et ce, malgré un contexte géopolitique tendu. Au premier trimestre 2022, en Europe, on compte 84,5 millions de passagers, soit 54 % de moins qu'en 2019. Or, dans le contexte de cette reprise et en amont de la saison estivale qui approche, plusieurs signaux peuvent inquiéter sur les droits accordés aux passagers aériens.

Les droits des passagers aériens ne sont pas un nouveau sujet. Depuis bientôt vingt ans, ils font l'objet de débats,

et sont régis notamment par le règlement CE n° 261/2004, qui donne droit à une indemnisation pour un retard de plus de trois heures, pour un refus d'embarquement ou pour une annulation de vol, au départ et/ou à destination d'un aéroport de l'Union européenne.

L'exemple inquiétant de Lufthansa

Depuis 2013, 112 millions de voyageurs aériens ont été éligibles à une indemnisation : ils étaient plus de 8 millions en 2019, 10 millions en 2017, 6

millions en 2015... Le ratio de passagers éligibles se maintient depuis la mise en place de la réglementation.

Mais, depuis deux années, la crise sanitaire a battu les cartes : les compagnies aériennes sont de plus en plus rares à respecter la réglementation en vigueur, se cachant derrière des difficultés financières. Ce qui était hier une politique propre aux compagnies low cost est aujourd'hui repris comme modèle de fonctionnement par les plus grands transporteurs

européens.

La compagnie Lufthansa est le parfait exemple du chemin inquiétant que peuvent prendre les compagnies pour abuser les passagers. Depuis mars 2020, elle a d'abord introduit une nouvelle politique qui rend plus compliquées les revendications des droits des passagers affectés, puis a laissé 72 % des demandes sans réponse, sur la période du 1er mars 2020 au 31 octobre 2021, selon les statistiques d'AirHelp.

Algérie-Cameroun (barrages retour) : Saïd Benrahma rejoint les Verts à Sidi Moussa

Le sélectionneur national, Djamel Belmadi, a fait appel à l'attaquant de West Ham, Saïd Benrahma, en prévision du match face au Cameroun, en barrage retour des éliminatoires de la Coupe du monde 2022 au Qatar, prévu mardi (20h30) au stade Mustapha Tchaker de Blida, indique lundi la Fédération algérienne de football (FAF). Benrahma est arrivé en fin de matinée hier au Centre technique

national (CTN) de Sidi Moussa (Alger) et sera présent lors de la séance d'entraînement, prévue à 18h00 au stade du Chahid Mustapha Tchaker de Blida, précise la même source. Cette rencontre sera officiee par le Gambien Bakary Gassama, assisté de l'Angolais Jerson Emiliano Dos Santos (1er assistant) et de l'Egyptien Mahmoud Aboulregal (2ème assistant). Le quatrième arbitre est l'Egyptien Amin Mohamed

Omar, alors que le commissaire au match est le Tunisien Boussairi Boujlel.

Enfin, la VAR (assistance vidéo à l'arbitrage, ndlr) sera dirigée par la paire Allemande, composée de Marco Fritz (arbitre principal) et Christian Dingert (assistant).

Au match aller disputé vendredi dernier à Douala, les Verts s'étaient imposés sur le score de 1-0.



Après une longue traversée du désert Belfodil, un mental d'acier



Au sein de la sélection nationale, il n'y a pas que Belaili qui a réussi à sortir la tête de l'eau après ses déboires (longue suspension) il y a quelques années. Un autre attaquant est passé par des moments aussi pénibles, c'est Ishak Belfodil. Il est de retour en sélection et a même pris part aux vingt dernières minutes à Japoma, vendredi dernier. Connaissant l'avis de Belmadi sur lui, il devrait, pourquoi pas, faire de lui son futur joker en E.N, prévoient les spécialistes. Retour sur une carrière en E.N. marqué par des hauts et des bas.

Dernière sélection en 2018

En 2013, après avoir obtenu l'autorisation de la FIFA de jouer pour l'Algérie, avant cela il était dans les sélections de

jeunes de France. Belfodil a fêté sa première sélection en août 2013, lors du match amical contre la Guinée à Blida (2-2). Vahid Halilhodzic l'a fait entrer à la mi-temps de ce match, mais pas celui d'après contre le Mali (éliminatoires C.M 2014). Il faut préciser que Vahid Halilhodzic ne lui a pas fait confiance, même s'il évoluait dans un grand club l'Inter Milan. Le coach bosniaque n'a pas apprécié que l'ancien président de la FAF, Mohamed Raouraoua, l'ait persuadé de jouer pour l'Algérie, pensant que le dernier mot lui revenait pour le choix des joueurs, or l'ancien patron de la FAF, qui n'ignorait pas le potentiel de Belfodil âgé de 21 ans à l'époque, le voulait avec l'Algérie, cette divergence entre lui et l'actuel sélectionneur

du Maroc a pénalisé Ishak Belfodil qui sera écarté avant de refaire son retour chez les Verts après le départ du coach bosniaque et la nomination à sa place du Français Christian Gourcuff, lequel, pendant son bail, le convoquait régulièrement et l'a même pris dans la liste des 23 lors de la CAN 2015. Gourcuff parti, il sera rappelé par l'Espagnol Alcaraz, deux ans après. Il a fallu attendre le recrutement de Djamel Belmadi pour qu'il retrouve les Verts, cela coïncidait avec ses deux dernières sorties contre respectivement le Bénin, en aller et retour, sa dernière sortie fut le 16 octobre 2018, alors que Belmadi voulait le prendre à la CAN 2019, une méchante blessure (ligaments croisés et

ménisque) est venue le stopper dans son élan, au moment où il réalisait sa meilleure saison en club avec les Allemands de 1899 Hoffenheim (16 buts, 5 passes décisives en 28 matches). S'ensuivront presque deux années de galère et une grosse polémique avec les dirigeants de 1899 Hoffenheim, à qui il reprochera de vouloir mettre en danger sa carrière, avec la complicité du staff médical du club qui l'avait persuadé d'éviter l'opération chirurgicale, qu'il subira finalement dans une clinique parisienne et à ses frais, mais surtout sans l'avis de son employeur. Après cet épisode, on a atteint le point de non-retour. Il rejoindra le Hertha Berlin cet été. En 23 matches, il a marqué 4 buts, suffisant pour convaincre

Djamel Belmadi de le rappeler.

25 mars 2022, nouveau départ

A 30 ans, Ishak Belfodil arrive à un tournant de sa carrière en Equipe nationale, retenu dans la liste des barrages contre le Cameroun, il a enfilé à nouveau le maillot national en ce vendredi 25 mars. Pour les observateurs, si l'Algérie se qualifie par bonheur à la Coupe du Monde du Qatar, Djamel Belmadi devra miser sur Ishak Belfodil en attaque, car ce n'est pas donné à n'importe quel attaquant de s'imposer dans un championnat aussi relevé que la Bundesliga et la Coupe du Monde, c'est un tout autre niveau. Le coach national a besoin de joueurs habitués à jouer dans de grands championnats en Europe.

Le cas Erling Haaland irrite la Norvège

En Norvège avec sa sélection, Erling Haaland, buteur la semaine passée contre la Slovaquie (2-0), cristallise les critiques.

Silence radio. En début de rassemblement la semaine passée, le message a été clair. Erling Haaland (21 ans) ne répondra à aucune sollicitation médiatique durant cette fenêtre internationale. L'idée de la sélection de Norvège et son encadrement est de le protéger alors que l'avenir du buteur du Borussia Dortmund en club - sa clause libératoire fixée à 75 M€ pour cet été promet une bataille féroce entre les cadors européens comme le Real Madrid, Manchester City, le FC Barcelone ou même le Paris SG - est sur toutes les lèvres un peu partout en Europe et dans le monde. Un choix assumé publiquement par le sélectionneur national Stale Solbakken il y a quelques jours.

«Je suis partisan de l'ouverture et de l'accessibilité. Mais parfois, il faut respecter le fait qu'une personne se trouve dans une situation extraordinaire. Et cela signifie parfois qu'il faut protéger la personne, soit parce qu'on le veut, soit parce qu'il le veut, soit parce qu'un de ses proches le veut. (...) Je pense que nous devrions avoir une compréhension extrême qu'il pourrait être un peu plus protégé lors de ce rassemblement. (...) Il va faire des choix extrêmement importants et est sous la pression



que très peu d'entre nous peuvent supporter. (...) Nous avons peut-être l'un des trois joueurs les plus attrayants du monde, qui a maintenant une énorme pression sur lui, où chaque mot et chaque phrase sont passés au crible. Peu importe à quel point je peux me vanter de votre honnêteté (les journalistes présents), il est vrai que les traductions dans tous les pays peuvent être spéculatives», a-t-il confié.

Un traitement de faveur critiqué

Vendredi, l'attaquant a participé

activement à la victoire des siens, en amical, face à la Slovaquie (2-0), en ouvrant le score. Son 13e but en 16 sélections. Oui mais voilà, sa célébration - un doigt sur la bouche, l'autre sur l'oreille - a interpellé et fait jaser. Au pays, on ne comprend pas son choix de rester muet. Certains éditorialistes, comme dans le journal Adressa, comparent ce silence à la sortie médiatique de la célèbre fondeuse norvégienne Thérèse Johaug, qui a pris position face aux médias par rapport au conflit en Ukraine,

pointant du doigt un manque certain de courage.

Présent face aux médias ce lundi, Solbakken a encore dû assumer. «Je pense qu'il est injuste que nous essayions de trouver les erreurs que nous pouvons avec Erling. (...) Je ne peux pas dire que la meilleure chose aurait probablement été si Erling était assis ici et répondait ouvertement à toutes les questions, mais il a une justification très factuelle et la présente d'une manière que je n'ai aucun mal à accepter. Maintenant, c'est une situation

extrême pour lui. Je suis donc désolé pour les critiques, car je ne pense pas que ce soit juste», a-t-il lancé, ne craignant pas de perdre son autorité auprès du reste du groupe face à ce traitement de faveur. «Moi, en tant que leader, je fais ce que je pense être juste pour le groupe. Ça ne plaira jamais complètement à tout le monde», a-t-il conclu. Face à l'Arménie, ce mardi, toujours en amical, Erling Haaland répondra peut-être à ces nouvelles critiques comme il sait si bien le faire. Sur le terrain.

Chelsea : Roman Abramovich victime d'une tentative d'empoisonnement ?



Voilà une information qui fera couler beaucoup d'encre. Poussé vers la sortie par le gouvernement britannique en raison de ses liens avec Vladimir Poutine, le futur ex-proprétaire de Chelsea Roman Abramovich a-t-il été victime d'une tentative d'empoisonnement ? Pour rappel, le magnat russe faisait partie de la délégation russo-ukrainienne qui avait entamé des pourparlers entre les deux camps.

Eh bien selon le Wall Street Journal, Abramovich et des négociateurs ukrainiens auraient souffert de symptômes laissant penser à un empoisonnement. Ils auraient ainsi eu les yeux rouges, des douleurs constantes et la peau qui pèle au niveau du visage et des mains. Depuis, l'homme d'affaires, qui aurait proposé d'aider financièrement l'Ukraine selon Volodymyr Zelensky, semble être hors de danger.

UKRAINE : La Russie veut restreindre l'accès à son territoire aux ressortissants de pays "inamicaux"

Sur le front diplomatique, les délégations russe et ukrainienne sont attendues à Istanbul pour une nouvelle session de discussions en début de semaine. Négociateurs ukrainiens et russes se retrouvent à Istanbul pour une nouvelle session de discussions afin de tenter d'arrêter un conflit qui a déjà contraint plus de 3,8 millions d'Ukrainiens à fuir leur pays, selon un décompte de l'ONU dimanche 27 mars, et quelque 63 milliards de dommages aux infrastructures du pays, selon une étude de l'Ecole d'économie de Kiev. Ces négociations entre Kiev et Moscou s'ouvrent au moment où la situation humanitaire à Marioupol, dans l'est du pays, est décrite comme "catastrophique". Dans la ville assiégée et bombardée depuis des semaines, "la population se bat pour survivre. La situation humanitaire est catastrophique", a affirmé dans la nuit du dimanche 27 mars au lundi 28 mars le ministère ukrainien des Affaires étrangères sur son compte Twitter.

Négociations russo-ukrainiennes : pas d'avancées significatives pour l'instant selon Moscou

La Russie et l'Ukraine n'ont pas accompli d'"avancées significatives" pour l'instant dans leurs négociations visant à mettre fin au conflit en Ukraine, a déclaré ce lundi le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. "Pour l'instant, nous ne pouvons pas constater de progrès ou d'avancées significatives quelconques", a affirmé Dmitri Peskov à la presse, alors que les délégations russe et ukrainienne sont attendues à Istanbul pour une nouvelle session de discussions, comme l'a précisé dimanche soir la présidence turque sans préciser la date exacte de la rencontre.

"Pour l'heure, nous ne pouvons pas parler des progrès et nous n'allons pas le faire", a-t-il insisté, en précisant qu'il n'y avait "pas d'avancées" non plus dans l'organisation d'une éventuelle rencontre entre le président russe Vladimir Poutine et son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky. Selon Dmitri Peskov, "il est très peu probable" que les négociations, qui se sont déroulées ces deux dernières semaines par visioconférence,



reprennent en présentiel lundi soir.

Moscou envisage de restreindre l'accès au territoire russe aux ressortissants de pays "inamicaux"

Le chef de la diplomatie russe a annoncé ce lundi qu'un décret était en préparation pour limiter l'accès au territoire russe aux ressortissants de pays auteurs d'actes "inamicaux", en pleine vague de sanctions contre Moscou depuis son offensive en Ukraine.

"Un projet de décret présidentiel est en préparation pour introduire des mesures de représailles, concernant les visas, en lien avec les actions inamicales de plusieurs gouvernements étrangers", a déclaré Sergueï Lavrov, ajoutant que ce projet prévoyait "toute une série de restrictions" pour entrer en Russie, mais sans préciser quels pays seraient sanctionnés en particulier.

Le journal indépendant russe Novaïa Gazeta annonce suspendre sa publication

Le journal indépendant russe Novaïa Gazeta a annoncé ce lundi suspendre ses publications en ligne et au format papier jusqu'à la fin de l'opération militaire en Ukraine, au moment où le pouvoir russe accentue ses pressions contre les voix critiques. Dans un communiqué publié sur son site, le journal, dont le rédacteur en chef Dmitri Mouratov a reçu en 2021 le prix Nobel de la Paix, a indiqué avoir pris cette mesure après avoir reçu un second avertissement du gendarme russe des télécoms pour manquement à une loi

controversée sur les "agents de l'étranger".

La neutralité de l'Ukraine "étudiée en profondeur"

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a déclaré dimanche que son gouvernement étudiait "en profondeur" la question de la "neutralité" de l'Ukraine, l'un des points centraux dans les négociations avec la Russie pour arrêter le conflit.

L'une des clauses des négociations porte sur "les garanties de sécurité et la neutralité, le statut dénucléarisé de notre Etat", une exigence de Moscou, a-t-il déclaré dans un entretien en ligne à des médias indépendants russes, diffusé sur la chaîne Telegram de l'administration présidentielle ukrainienne. "Ce point des négociations est compréhensible pour moi et il est en discussion, il est étudié en profondeur". Mais il devra être soumis à référendum et il faut des garanties, a-t-il prévenu, accusant le président russe Vladimir Poutine et son entourage de faire "traîner les choses".

Kiev renonce à tout couloir d'évacuation de civils par crainte de "provocations" russes

Kiev a annoncé renoncer ce lundi à tout couloir d'évacuation de civils par crainte de "provocations" russes, avant une nouvelle session de pourparlers en face-à-face entre négociateurs russes et ukrainiens en Turquie. "Nos renseignements ont fait état de possibles provocations de la part des occupants sur les itinéraires des couloirs humanitaires. Par

conséquent, pour des raisons de sécurité pour les civils, aucun couloir humanitaire ne sera ouvert aujourd'hui", a écrit la vice-Première ministre Iryna Verechtchouk sur Telegram.

Le Kremlin qualifie "d'alarmants" les commentaires de Biden sur Poutine

Le Kremlin a dénoncé ce lundi les commentaires "alarmants" du président américain Joe Biden qui a qualifié son homologue russe Vladimir Poutine de "boucher", en pleine offensive russe en Ukraine. "Cette déclaration est sans doute alarmante", a déclaré à la presse Dmitri Peskov, en soulignant que Moscou continuerait de suivre de manière "très attentive les propos du président américain". En visite samedi 26 mars à Varsovie, le président américain Joe Biden s'en était pris violemment au maître du Kremlin, le qualifiant de "boucher" et jugeant qu'il ne pouvait "pas rester au pouvoir" après le début de l'offensive russe en Ukraine. La Maison Blanche a peu de temps après précisé qu'il n'avait pas appelé à un "changement de régime" en Russie.

La situation humanitaire à Marioupol décrite comme "catastrophique"

Dans la ville assiégée et bombardée depuis des semaines, "la population se bat pour survivre. La situation humanitaire est catastrophique", a affirmé dans la nuit de dimanche à lundi le ministère ukrainien des Affaires étrangères sur son compte Twitter.

"Les forces armées russes sont en train de transformer la ville en poussière", a-t-il ajouté, le président ukrainien Volodymyr Zelensky dénonçant de son côté un blocus total de cette ville que l'armée russe tente de prendre depuis des semaines. "Toutes les entrées et sorties de la ville sont bloquées (...) il est impossible de faire entrer à Marioupol des vivres et des médicaments", a-t-il affirmé dimanche soir. "Les forces russes bombardent les convois d'aide humanitaire et tuent les chauffeurs", a-t-il ajouté.

L'Ukraine demande la "démilitarisation" de la zone de Tchernobyl

De nouveaux incendies se sont déclarés dans la zone de la centrale nucléaire de Tchernobyl, occupée par les forces russes, selon les autorités ukrainiennes qui ont demandé la "démilitarisation" du secteur sous l'égide de l'ONU.

"Des feux importants ont commencé dans la zone d'exclusion, qui peuvent avoir de très sérieuses conséquences", a écrit la Première ministre adjointe ukrainienne Iryna Vereshchuk sur son compte Telegram dimanche soir.

Heineken annonce son retrait de Russie

Le brasseur néerlandais Heineken a annoncé ce lundi qu'il quitterait la Russie, où il compte 1800 employés, à cause de la guerre en Ukraine qui se poursuit et continue à "s'intensifier". L'activité en Russie de Heineken n'est "plus viable dans l'environnement actuel", indique un communiqué du deuxième plus gros brasseur mondial. "Par conséquent, nous avons décidé de quitter la Russie", ajoute le texte.

"Nous visons une cession ordonnée de notre entreprise à un nouveau propriétaire en pleine conformité avec les lois internationales et locales", a précisé Heineken, qui avait annoncé le 9 mars l'arrêt de la production et de la vente de ses boissons. Le brasseur a souligné qu'il ne profitera pas d'une cession de propriété et prévoit que la transaction lui coûtera 400 millions d'euros en raison de la perte de valeur de leur actif et autres "charges exceptionnelles". "Nous continuons d'espérer qu'une voie vers une issue pacifique émerge à court terme", a souligné Heineken.



Google récupère vos SMS sans prévenir et de manière illégale



Les applications « Messages » et « Téléphone » de Google, installées sur plus d'un milliard de smartphones, enregistrent l'activité de l'utilisateur et envoient ces données sur les serveurs de la firme. Les utilisateurs ne sont pas informés de cette collecte, qui ne respecterait pas le RGPD, et n'ont aucun moyen de s'y opposer. Les utilisateurs d'Android sont habitués aux alertes concernant de fausses applications qui collectent leurs données. Cependant, cette fois ce sont deux applications légitimes préinstallées sur les versions récentes d'Android qui envoient des informations personnelles à Google... Le problème a été découvert par Douglas Leith, professeur

d'informatique au Trinity College de Dublin. Ce sont deux applications de Google qui sont mises en cause, à savoir Messages (com.google.android.apps.messaging) et Téléphone (com.google.android.dialer). À chaque SMS envoyé ou reçu, Messages envoie à Google un rapport qui inclut l'heure et une empreinte numérique du message. Ces données sont transmises à travers le service d'enregistrement Clearcut de Google Play ainsi que le service Firebase Analytics. **Google peut croiser les informations pour identifier l'émetteur et le destinataire** L'appli utilise la fonction de hachage SHA-256 pour créer une empreinte tronquée, ce qui est censé éviter de dévoiler le contenu du message. Toutefois, cela suffirait à Google pour

faire le lien entre l'expéditeur et le destinataire. L'application Téléphone envoie des rapports similaires, avec l'heure et la durée des appels reçus ou émis. De plus, quand la protection contre les appels indésirables est activée, ce qui est le cas par défaut, l'appareil transmet également le numéro appelant aux serveurs de Google. Les deux applis envoient également des informations détaillées sur leur utilisation, par exemple lorsque l'utilisateur affiche un message ou effectue une recherche dans ses conversations. Google n'informe à aucun moment l'utilisateur de la collecte de données et n'offre aucun moyen de s'y opposer. Le professeur met également en doute la conformité des applications avec le règlement général sur la protection des données (RGPD). Cette collecte ne respecterait pas les trois principes de base concernant l'anonymat, le consentement et un intérêt légitime. **Un fonctionnement particulièrement opaque** Après avoir signalé à Google ces problèmes, la firme a répondu en indiquant effectuer quelques changements. Les

utilisateurs seront notifiés qu'ils utilisent une application Google avec un lien vers la politique de confidentialité. Messages ne collectera plus le numéro d'expéditeur, le code ICCID de la carte SIM, ainsi que l'empreinte des SMS. Les deux applications n'enregistreront plus les événements liés aux appels dans Firebase Analytics. La collecte de données utilisera un identifiant temporaire plutôt que l'identifiant Android permanent. Enfin, Google informera plus explicitement les utilisateurs lorsque la fonction de protection contre les appels indésirables sera activée, et cherche actuellement comment utiliser moins d'informations ou des données plus anonymes. Le professeur a également indiqué que Google compte ajouter à Messages une option pour refuser la collecte d'informations. Toutefois, celle-ci ne couvrirait pas ce que la firme considère comme données « essentielles ». Il s'agit d'une des premières études sur les données personnelles transmises par les services Google Play, qui restent largement opaques et pourraient cacher bien d'autres surprises...

En Bref...



Le groupe américain Snap a mis le grappin sur la start-up française NextMind. La maison mère du réseau social Snapchat a annoncé mercredi le rachat (pour un montant non communiqué) de cette boîte parisienne qui développe une technologie mesurant l'activité neuronale afin de contrôler des appareils électroniques grâce au cerveau. Snap a indiqué que cette acquisition lui servirait à approfondir ses recherches et ses projets dans le domaine de la réalité augmentée, notamment ses lunettes connectées « Spectacles », qui ne sont pour l'heure disponibles que pour les créateurs de contenus et non pour le grand public. Pas besoin de se greffer une puce Fondée par le neuroscientifique français Sid Kouider, NextMind avait présenté sa technologie en janvier 2020 lors du salon annuel de la tech de Las Vegas (CES). La jeune pousse proposait alors aux volontaires de passer autour de leur crâne un bandeau muni de capteurs mesurant les signaux neuronaux et censés comprendre les intentions de la personne, puis les traduire dans des applications adaptées. NextMind insiste sur le fait que sa technologie ne nécessite pas l'implantation d'une puce sous la peau, comme le propose notamment Neuralink, une start-up cofondée par le milliardaire Elon Musk, patron des voitures électriques Tesla et des fusées SpaceX. « Cette technologie mesure l'activité neuronale pour comprendre vos intentions lorsque vous interagissez avec une interface informatique en vous permettant d'appuyer sur un bouton virtuel, simplement en se concentrant dessus », a précisé Snap dans un communiqué.

La start-up Ocode marque les objets et les protège grâce aux « NFT du monde réel »

Avez-vous déjà trouvé un trousseau de clés dans la rue, sans jamais pouvoir retrouver son propriétaire et le lui remettre ? C'est cette banale histoire qui a conduit, il y a cinq ans, à la création d'Ocode, une start-up qui ambitionne aujourd'hui de faire de sa technologie de marquage innovante une norme mondiale. Basée à Nantes (Loire-Atlantique) et à La Roche-sur-Yon (Vendée), cette entreprise a conçu un système d'identification, sous forme de nuages de points gravés sur l'objet, permettant « d'attester de son origine et de sa valeur ». « On donne ainsi une identité unique à chaque bien, à laquelle est associée un certificat de propriété, détaille Vincent Roux, 45 ans, cofondateur de Ocode. Un peu comme la plaque d'immatriculation et la carte grise d'une voiture. » Pour rester dans le domaine



des transports, c'est grâce au vélo que tout roule aujourd'hui pour cette société, qui a atteint 3 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2021 et espère encore le doubler cette année. Surfant sur le marquage obligatoire des bicyclettes depuis janvier 2021, elle a déjà convaincu différents constructeurs et revendeurs de devenir clients et aurait ainsi identifié des millions de vélos en Europe. Il suffit de scanner avec son smartphone ce genre de QR code inviolable, gravé sur le cadre, pour avoir accès

à de nombreuses informations sur le deux-roues, voire à son coffre-fort numérique qui peut contenir divers documents, comme des factures. « Quand on achète un vélo sur le Bon Coin et qu'il dispose d'un Ocode, on peut tout de suite voir s'il est déclaré volé, quel est son historique, s'il a été réparé, etc., illustre Vincent Roux. Nos deux sujets majeurs, c'est la restitution en cas d'oubli, de perte ou de vol, et la prévention des arnaques pour les objets de seconde main. » L'application permet aussi d'entrer en contact via un tchat avec le propriétaire de l'objet (dont l'anonymat est garanti), utile par exemple dans le cas des clés retrouvées sur le trottoir... D'autres utilisations sont possibles, comme l'a testé la SNCF pour la gestion interne de sa flotte de tablettes numériques destinées aux agents.

Rendre les NFT accessibles La traçabilité des objets s'appuie sur les fameux NFT, ces « non fungible token » ou jetons non interchangeables en français, rattachés à une blockchain privée. Ici, pas de spéculation ni de cryptomonnaie, les fondateurs d'Ocode assurent avoir choisi ce dispositif pour son aspect ultrasécurisé. De toute façon, aucune donnée personnelle sur l'utilisateur n'est en théorie divulguée. « On veut rendre cette technologie, qui parfois effraie, accessible au commun des mortels, estime Vincent Roux. C'est pour cela que l'on parle de NFT du monde réel. » Cet été, des kits d'identification (avec des étiquettes à coller et non un code à graver) seront d'ailleurs accessibles au grand public, afin de développer la communauté des utilisateurs.



La consommation d'édulcorants est associée à un risque plus élevé de cancer

Aspartame, saccharine, acésulfame-K... Selon une nouvelle étude de l'Inserm, les édulcorants peuvent avoir des effets délétères. Les plus gros consommateurs d'édulcorants ont notamment plus de risque de développer un cancer. Plusieurs millions de personnes consomment quotidiennement des édulcorants. Ces additifs alimentaires permettent de réduire la teneur en sucre ajouté, ainsi que le nombre de calories qui y sont associées, tout en conservant la saveur sucrée des produits. Les plus connus : l'aspartame, la saccharine, l'Acésulfame-K ou encore le sucralose. On les retrouve de plus en plus dans les produits «light» ou «allégés», comme les sodas, mais aussi dans les yaourts, les chips, les bonbons, etc. Cependant, leur innocuité est régulièrement remise en doute. Une étude conduite par des chercheurs de l'Inserm, de l'Inrae, du Cnam et de l'université Paris-Sorbonne vient de mettre en évidence le risque de cancer



lié aux édulcorants. Leurs travaux ont été publiés dans la revue Plos Medecine, jeudi 24 mars (source 1). «Un risque accru de développer un cancer» De 2009 à 2021, les chercheurs ont analysé les données de santé et la consommation d'édulcorants de 102 865 Français et Françaises, participant à la vaste étude NutriNet-Santé. Les volontaires ont renseigné leurs antécédents médicaux et leur niveau d'activité physique, mais aussi donné des indications sur leur mode de vie et leur état de santé général. Ils ont également

entré les noms et marques des produits consommés. Les scientifiques ont ainsi pu mesurer leur exposition aux additifs alimentaires, notamment aux édulcorants. Ils ont ensuite effectué des analyses statistiques afin d'étudier les associations entre la consommation d'édulcorants et le risque de cancer, en tenant bien compte de nombreux facteurs potentiellement confondants tels que l'âge, le sexe, le niveau d'éducation, l'activité physique, le tabagisme, l'indice de masse corporelle (IMC), la taille, la prise de poids au cours du suivi,

le diabète, les antécédents familiaux de cancer, ainsi que les apports en énergie, alcool, sodium, acides gras saturés, fibres, sucre, aliments complets et produits laitiers. Les résultats de ces analyses statistiques suggèrent une association entre la consommation d'édulcorants et un risque accru de cancer, alerte l'Inserm dans un communiqué (source 2). «Cette étude prospective à grande échelle suggère, en accord avec plusieurs études expérimentales in vivo et in vitro, que les édulcorants artificiels, utilisés dans de nombreux aliments et boissons en France et dans le monde, pourraient représenter un facteur de risque accru de cancer», confirme Charlotte Debras, doctorante et première auteure de l'étude (source 2). «Ces résultats ne soutiennent pas l'utilisation d'édulcorants en tant qu'alternatives sûres au sucre» Comparés aux personnes qui n'en consommaient pas, les plus gros consommateurs d'édulcorants présentaient

un risque plus élevé de 13 % de développer un cancer (tous types de cancers confondus), en particulier les consommateurs d'aspartame et d'acésulfame K. L'Inserm note toutefois des risques plus élevés pour le cancer du sein et les cancers liés à l'obésité. Bien qu'il ne soit pas encore possible d'établir une relation de cause à effet directe, «ces résultats ne soutiennent pas l'utilisation d'édulcorants en tant qu'alternatives sûres au sucre et fournissent de nouvelles informations pour répondre aux controverses sur leurs potentiels effets néfastes sur la santé», indique la Dre Mathilde Touvier, directrice de Recherche à l'Inserm et coordinatrice de l'étude (source 2). Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour confirmer ces résultats, mais «ils fournissent déjà des données importantes pour leur réévaluation en cours par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et d'autres agences de santé publique dans le monde», souligne la chercheuse.

Un homme atteint d'un cancer terminal des poumons sauvé par une double greffe, une première mondiale

Une équipe de médecins américains est récemment parvenue à réaliser une double greffe de poumons sur un patient atteint d'un cancer pulmonaire en phase terminale. Le succès de cette opération est une première mondiale. Une avancée considérable dans le traitement des cancers en phase terminale. Jeudi 24 mars, une équipe de médecins du Northwestern Memorial Hospital de Chicago (États-Unis) a officiellement annoncé qu'elle était parvenue à réaliser une double greffe de poumons sur un patient atteint d'un cancer pulmonaire en phase terminale. Le patient en question, Albert Khoury, 54 ans, non fumeur, a reçu un diagnostic de cancer du poumon au début de la pandémie de Covid-19, indique l'hôpital dans un communiqué (source 1). Six mois après sa greffe, le 25 septembre 2021, ses nouveaux poumons fonctionnent bien et il n'a été trouvé aucune trace de cellules

cancéreuses dans son corps. «Les greffes de poumons sont extrêmement rares» «Les transplantations pulmonaires sont extrêmement rares, peu de cas sont signalés», indique le Dr Ankit Bharat, chef de la chirurgie thoracique de l'hôpital, dans le communiqué. Si les chirurgiens se montrent généralement réticents à pratiquer ce type de greffes, c'est que le risque de rechute est très élevé s'il subsiste ne seraient-ce que quelques cellules cancéreuses dans l'organisme. «Pour les patients avec un cancer de stade 4, la greffe de poumon est considérée comme 'absolument exclue', mais étant donné que le cancer d'Albert était cantonné à sa poitrine, nous étions convaincus de pouvoir le débarrasser de toutes les cellules cancéreuses lors de l'opération et de lui sauver sa vie», poursuit-il. «Il n'a pas besoin d'oxygène et mène une vie normale» Maux de dos, étournelements, frissons, toux... les premiers

symptômes d'Albert Khoury sont apparus début 2020. Il a d'abord pensé qu'il s'agissait de la Covid-19, puis a réalisé l'urgence de sa situation lorsqu'il s'est mis à cracher du sang. Les médecins lui diagnostiquent finalement un cancer des poumons de stade 1. «À cause de la vague de Covid-19, je n'ai pas pu commencer de traitement immédiatement», raconte-t-il. En juillet 2020, son cancer passe au stade 2 et après plusieurs traitements de chimiothérapie, il a continué de progresser, jusqu'aux stades 3 et 4. On lui annonce alors qu'il ne survivra pas à son cancer, mais sa sœur lui parle des greffes de poumons réalisées au Northwestern Memorial Hospital, pionnier dans ce domaine. Pris en charge par les équipes médicales, sa santé continue toutefois de décliner et il se retrouve dans l'unité de soins intensifs, sous ventilateur avec une pneumonie et une septicémie. Les médecins décident alors de tenter le tout pour le tout en procédant à

une double greffe. En six heures, l'équipe a enlevé des «milliers de milliards» de cellules cancéreuses de ses poumons, en prenant soin de ne pas les laisser entrer en contact ni avec sa poitrine, ni avec son système sanguin. «Ça a été une nuit palpitante», a résumé le Dr Ankit Bharat. Depuis remis, Albert Khoury mène une existence normale, il peut travailler et faire du sport sans assistance respiratoire. «Je n'ai pas souri pendant plus d'un an, mais maintenant, je ne peux plus m'arrêter»,

jubile-t-il. De leur côté, les médecins développent de nouveaux protocoles pour déterminer qui d'autre pourrait être éligible ou non à une telle opération. «Nous sommes désormais convaincus qu'il est possible de proposer une greffe dans le cas d'un cancer. Je pense que cela aura des effets plus importants que ce qu'on peut envisager à l'heure actuelle», insiste le Dr Ankit Bharat.





Est-ce que la taille d'une femme affecte sa durée de grosse ?

Sara Boueche

Vous êtes-vous déjà demandé si la taille d'une personne enceinte influe sur la durée de la grosse, au fait, non seulement la taille, mais le poids affecte également la grossesse et l'accouchement.

Oui en effet, de nouvelle recherche ont révélé que la taille d'une mère influence directement la durée de la grossesse et même le risque d'accouchement prématuré. Les femmes plus grandes, en moyenne, ont des grossesses plus longues, les grossesses des femmes plus courtes de taille sont plus courtes dans le temps.

Quel est le lien ?

Les femmes de petite taille ont un risque accru de maladie cardiovasculaire plus tard dans la vie, ce qui entraîne une aug-



mentation de la tension artérielle et une baisse du taux de glucose. Cela peut être la raison du risque accru de naissance prématurée, de faible poids à la naissance du nouveau-né et de pré-éclampsie (tension artérielle dangereusement élevée). Une autre théorie est que pour les femmes enceintes de petite taille, le bébé manque de place

et cela déclenche le travail, ou que la coupe plus serrée pousse le bébé vers le bas plus sur le col de l'utérus.

La petite taille peut-être liée à une petite ouverture pelvienne, rendant l'accouchement plus difficile. Les femmes plus grandes (plus de 5 pieds 5 pouces) ont des taux élevés de poids moyen à la naissance des enfants et moins de complications à l'accouchement.

Comment éviter les complications :

- Gérer son poids avant et pendant la grosse
- Cesser de fumer
- Consultez régulièrement votre obstétricien/gynécologue
- Prenez tout médicament approuvé par votre médecin

La différence entre une sensation, une émotion et un sentiment

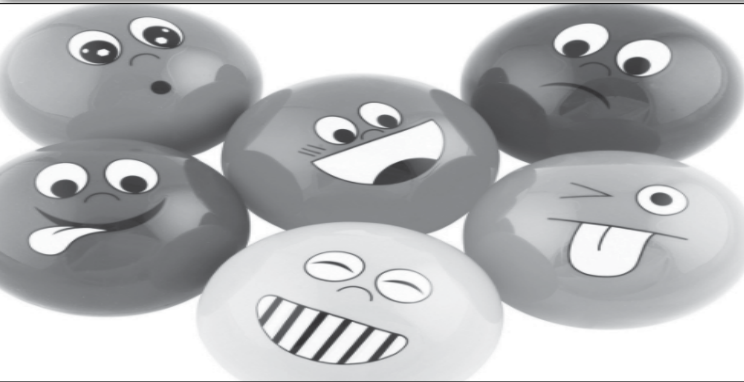
Sara Boueche

La sensation : C'est les impressions ressenties par les 5 sens, elles sont donc liées au corps.

L'émotion : C'est une réaction psychologique spontanée qui ne dure que quelques minutes. C'est la deuxième phase de la sensation dans laquelle le cerveau donne des instructions

au corps et agit comme guide. Donc je ressens et j'agis.

Le sentiment : Est plus durable que l'émotion et évolue avec le temps. C'est la prise de conscience de l'état émotionnel, par exemple : l'admiration (qui est une émotion) devient un sentiment de joie. La haine (qui est une émotion) devient un sentiment de colère.



Comment bien choisir son meuble Tv

Sara Boueche

Haut,bas,petit,grand,support seulement ou aussi espace de rangement ? Telles sont les questions que l'on se pose avant d'acquérir un meuble de télévision

Voici quelques conseils qui vous aideront à trouver le meuble qui s'adaptera le mieux à votre télévision et qui s'intégrera également à votre déco

Emplacement du meuble :

Avant de choisir votre meuble télé, décidez d'abord de son emplacement dans la pièce, il doit :

. Être en face de l'assise sur laquelle vous regardez la télé (canapé,fauteuil...)

. Avoir une distance de recul de 2 m pour un confort visuel optimal jusqu'à un maximum de 5m selon la taille de l'écran (qui lui s'adaptera à la taille de la pièce)

. Être éloigné des fenêtres (sur-tout pas en face) pour éviter les reflets gênants

Dimensions du meuble :

Les dimensions du meuble télé doivent s'adapter à la superficie de la pièce qui l'héberge .Dans un grand salon,il est possible d'opter pour un meuble aux dimensions généreuses. Dans le cas d'une petite pièce, le meuble pourrait être réduit à un



simple support

Dans tous les cas choisissez un meuble plus long (de 1m à 1m80) que votre écran pour un bel equilibre visuel

. Hauteur du meuble :

On trouve de plus en plus de meubles bas,

Ils permettent un visionnage confortable car l'écran est placé au niveau des yeux mais rien n'empêche de choisir une hauteur plus grande selon vos besoins

La hauteur peut varier entre 30 et 100 cm du sol

.La profondeur dépendra de la taille de la pièce et peut aller de 30 à 60 cm pour les pièces spacieuses

Pour les petits salons,il convient d'opter pour un petit meuble peu profond (30 cm) et avec du rangement pour mieux optimiser l'espace

Rangement :

Les meubles télé sont généralement dotés de rangement. Entre niches,tiroirs,placards et étagères, ils peuvent assurer plusieurs fonctionnalités .Selon vos besoins vous opterez pour un ou plusieurs types de rangement

Style du meuble :

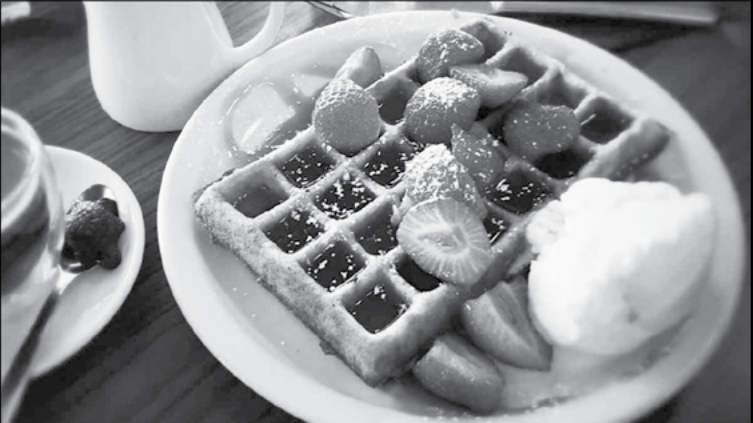
Votre meuble de télé doit s'accorder aux autres meubles de la pièce pour une déco harmonieuse notamment la table basse (la plus proche)

Le Bois est le matériau privilégié pour plusieurs styles (scandinave, classique...)

Le métal ou bois et métal conviennent au style industriel

Le verre trouvera sa place dans le style design et contemporain

Recette des gaufres



Ingrédients:

- 450g de Farine
- 2 oeufs
- 1 sachet de levure de boulanger déshydratée.
- 2 Cuillère à Soupe de sucre
- 1 grosse pincée de sel
- 500 ml de lait
- 140g d'huile neutre
- de la fleur d'oranger ou de l'extrait de vanille (selon vos goûts)

Préparation :

Mettre tous les ingrédients dans votre robot et mélanger jusqu'à ce que la pâte soit bien

lisse. Bien entendu vous pouvez le faire à la main si vous n'avez pas de robot

Laisser reposer au moins 2h avec un linge propre sur votre contenant, la pâte va doubler de volume.

Une fois que votre pâte a bien gonflé, vous pouvez commencer à faire vos gaufres.

Et voilà le résultat, elles sont dorées, croustillantes mais fondantes et moelleuses à l'intérieur!

bon
appetit



NOUVEAUTÉ SILA

Sara Boueche

Sur le principe de la Villa Médicis à Rome et plus tard la Casa de Velázquez à Madrid, la Villa Abd-el-Tif est un petit palais algérois de la, qui a hébergé de 1907 à 1962 des artistes peintres venus de métropole; ces artistes on les appellent les Abd-el-Tif. Construite par un dignitaire du pouvoir deylical au xviiiie siècle; le premier acte qui en fasse mention date de 1715; elle fut, par la suite, propriété de Si Mahmoud Abd-el-Tif qui l'acheta en 1795 pour deux mille dinars d'or. Après 1830, ce Djenen («jardin» en arabe) revint à l'administration coloniale française.

Paul Jouve et son ami Léon Cauvy sont les premiers pensionnaires de la Villa Abd-el-Tif en 1907. Cette villa qui n'avait pas de direction était gérée directement par les résidents. Les Abd-el-Tif sont au nombre de quatre-vingt-sept dont soixante-sept peintres et graveurs, dix-sept sculpteurs et un architecte.

Cette institution a beaucoup contribué au rayonnement artistique de l'Algérie. Abandonnée après l'indépendance du pays, la villa,

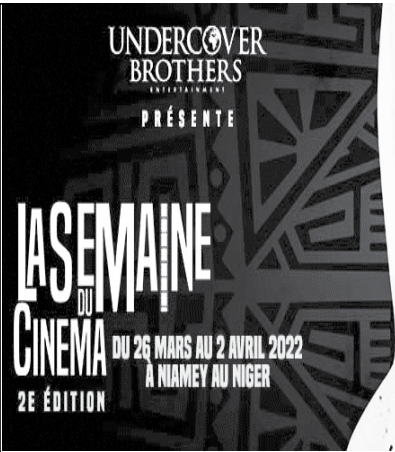
Sadek Hadjerès

1949

Crise berbériste
ou
crise démocratique ?

Mémoires
Tome II

Après le Cameroun, la Semaine du cinéma s'installe au Niger



Les quartiers de la capitale nigérienne et certaines régions seront animés à partir de du 27 mars, pour toute la semaine. Pour cause, la 2e édition de la Semaine du cinéma qui s'y tient et où une quarantaine de films seront projetés. Une initiative de jeunes réalisateurs africains qui veulent promouvoir et rendre accessible gratuitement au grand public les différentes œuvres cinématographiques de l'Afrique et de sa diaspora. Déplacer les films des salles de cinéma vers les quartiers, c'est

l'un des objectifs de ce festival itinérant dont la première édition a été accueillie en 2021 par le Cameroun. Le choix du Niger pour abriter cette édition se trouve dans son passé récent, selon le commissaire général, Aziz Abdramane Sanfo : « Après avoir fait une brève analyse de ce qui se passe dans le cinéma aujourd'hui en Afrique, on se rend compte qu'au Niger ils sont vraiment en manque de production et ce n'est pas seulement le manque de production, mais il y a aussi cet

aspect de production de qualité. » Une quarantaine de films diffusés à travers le pays Les femmes africaines dans l'industrie du cinéma sont à l'honneur cette année. Actrices, productrices ou scénaristes ont été célébrées tout au long du gala d'ouverture à travers des projections et présentation de leurs œuvres. Certaines réalisatrices ont aussi reçu des bourses d'études et des appuis financiers. Parmi elles, Maimouna Oumarou Garba, jeune réalisatrice nigérienne : « C'était une très belle surprise, je suis une passionnée de cinéma et là j'apprends que je reçois une bourse d'études, pour moi, c'est une grande ouverture. » Des jeunes qui embrassent ce métier bénéficieront de plusieurs formations durant tout le festival et une quarantaine de films seront projetés sur les écrans géants à travers le pays pour le plus grand bonheur des cinéphiles nigériens.

Une œuvre...Un peintre



Sara Boueche

Charles James Theriat 1860-1937 Charles James Theriat est un peintre orientaliste américain né à New York. Ses parents s'installent en France lorsqu'il a douze ans. Il se forme à l'Académie Julian à auprès de Jules Joseph Lefebvre et de Gustave Boulanger. Il visite l'Afrique du Nord qui le fascine. Il peint des scènes de plein air avec des chevaux, des campements de bédouins, des chèvres, le désert. Ses œuvres sont pendant une quinzaine d'années exposées à Paris, Berlin, Dresde, Chicago, Buffalo, Saint-Louis. Ensuite il se retire à Le Mée près de Barbizon tout en continuant à visiter l'Afrique du Nord. Pendant la Grande Guerre, son action au sein de la Croix-Rouge américaine, lui vaut d'être fait Chevalier de la Légion d'Honneur.

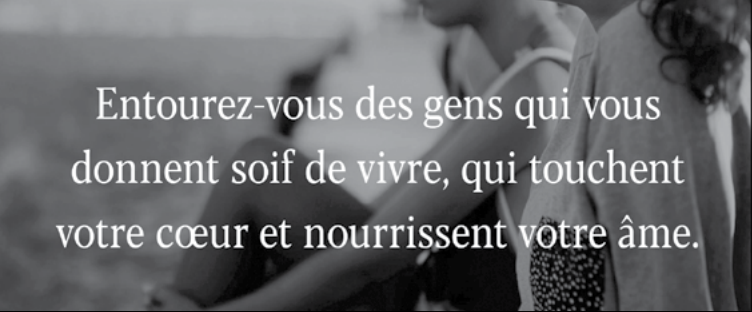
Juste Pour info...



Sara Boueche

jeune fille retient de nombreuses musiques qu'elle utilisera plus tard pour les chanter sur les scènes internationales. Dans son répertoire on entend aussi des notes espagnoles, des rythmes africains venus des esclaves débarqués en Colombie, et puis on retrouve, certaines mélodies de communautés indiennes d'Amérique. Un mélange culturel que Totó la Momposina a sublimé de sa voix grave, envoûtante et entraînante.

Citation...



Entourez-vous des gens qui vous donnent soif de vivre, qui touchent votre cœur et nourrissent votre âme.



Le NFT du mandat d'arrêt de Mandela vendu aux enchères 130.000 dollars

Une version NFT d'un mandat d'arrêt contre l'icône sud-africaine Nelson Mandela, a permis de récolter 130.550 dollars lors d'une vente aux enchères dont les recettes seront destinées à un musée sur l'histoire de la lutte contre l'apartheid. Le premier président noir d'Afrique du Sud avait été arrêté le 5 août 1962, puis emprisonné pendant vingt-sept ans. Le prix de réserve lors de la vente aux enchères de samedi soir au Cap était de 900.000 rands (61.800 dollars), mais les jetons non fongibles, ou NFT, « ont été vendus 1,9 million (130.550 dollars) par un acheteur en ligne », a déclaré dimanche Ahren Posthumus, PDG de la plateforme numérique d'enchères Momint.

« Une façon unique et nouvelle de générer des revenus »
« Les recettes du NFT Mandela iront au musée Liliesleaf, pour qu'il garde ses portes ouvertes et se remette à flot », a précisé Posthumus. Liliesleaf Farm a fermé ses portes en septembre 2021 en raison de difficultés financières. La vente d'œuvres d'art sous forme de jetons non fongibles, ou NFT, utilise la même technologie que les cryptomonnaies comme le bitcoin. L'acheteur reçoit un jeton numérique vérifié, qui prouve que l'œuvre d'art est un original. « C'est vraiment une façon unique et nouvelle de générer des revenus », a déclaré Nicholas Wolpe, fondateur du musée Liliesleaf Farm. Le document original daté de



1961
Le document original, daté de 1961, aujourd'hui jauni et portant des trous d'agrafes sur un côté, est écrit à la main en anglais et en afrikaans. Il est conservé aux archives du musée Liliesleaf Farm à Johannesburg depuis environ 2006, selon Nicholas Wolpe. Entre 1961 et 1963, la ferme, située dans une banlieue huppée de Johannesburg, a servi de quartier général secret au Congrès national africain (ANC), alors interdit, en lutte contre la domination de la minorité blanche. Mandela s'y est caché pendant un temps, déguisé en ouvrier agricole, vêtu d'une salopette, avant de partir collecter des fonds pour sa cause à l'étranger.

Les costumes du film Black Panther exposés au Musée Taubman en Virginie



Aux Etats-Unis, précisément en Virginie au Musée Taubman des Arts sont exposés les tenues du film Black Panther conçues par la créatrice afro-américaine Ruth E. Carter. À Porto Rico, où elle travaille sur le tournage de Black Panther 2», Carter revient sur cette saison marquée par l'absence du héros Chadwick Boseman. C'est une histoire très difficile à raconter puisque nous avons

perdu notre cher Chadwick Boseman. Et donc nous l'avons tous abordé avec beaucoup de précautions, de la réécriture du scénario entre Ryan Coogler et Joe Robert Cole, à la façon dont nous gérons notre propre deuil, raconte-elle. Les visiteurs peuvent découvrir de près plus de 60 costumes présentés dans l'exposition «Afrofuturism in Costume Design», qui couvre près de

quatre décennies de collaboration avec des réalisateurs tels que Spike Lee et Steven Spielberg. Je vois qu'il y a une plus grande influence que je peux apporter aux gens sur la base du fait que j'ai gagné un Oscar et que je suis la fille simple qui fait le bien. Alors si cela peut inspirer les jeunes qui, comme moi, étaient assis dans leur chambre, à dessiner et à coudre, je veux être cela, je veux être davantage cela pour les gens, je veux être cette lumière pour eux. Ruth E. Carter estime qu'il y a encore du travail à faire pour que l'industrie cinématographique soit plus inclusive : il faut dire aux gens que les Oscars ne sont plus si blancs, alors qu'ils ont été construits sur une base d'exclusion... et que nous ne nous sommes pas vus devant la caméra, ou des personnes de couleur devant la caméra, remportant des prix, pendant de nombreuses années ; que ce n'est pas quelque chose qui peut être effacé du jour au lendemain. C'est ce que communique cette exposition : on peut rêver, on peut être un artiste et on peut éventuellement gagner un Oscar. Grâce l'originalité de sa collection, la styliste est devenue en 2019 la première Afro-Américaine à remporter l'Oscar du meilleur costume, une victoire qui lui permet de faire entendre sa voix dans le monde cinématographique.

Juste pour info...



Le magazine Essence a rendu hommage au «Black cinematic universe», lors de la cérémonie des Black women in Hollywood awards, jeudi à Beverly Hills en Californie. Les lauréates Aunjanue Ellis, Quinta Brunson, Nia Long et Chanté Adams figuraient toutes sur le numéro de mars/avril du magazine. La créatrice d'Abbott Elementary a expliqué que les femmes noires de la série s'apparentaient à sa famille, des femmes faisant de leur mieux dans un monde pas toujours très tendre. Et souhaite continuer de créer des histoires et personnages avec soin et amour pour les femmes noires.

L'acteur Will Smith s'est montré ému en présentant sa partenaire d'affiche dans King Richard. «Elle a réveillé en moi une chose où elle me renvoie la meilleure version de moi-même, elle me renvoie ce que je suis censé être», a-t-il déclaré. «Oui, je suis noire, je suis peut-être moche, mais je suis là !», a repris Aunjanou Ellis, citant Celie Johnson dans son film «La couleur pourpre» pour clôturer son discours. L'actrice est nommée pour le meilleur second rôle féminin aux Oscars, qui se tiendront ce weekend, pour sa performance dans le film «King Richard».

Citation...



Oscars 2022:

Sean Penn menace de détruire ses statuettes si Zelensky n'est pas invité

A l'approche de la cérémonie des Oscars, Sean Penn a réagi sur CNN ce samedi sur l'importance de permettre au président ukrainien Volodymyr Zelensky de s'exprimer sur la situation dans son pays.

« Si j'ai bien compris, la décision a été prise de ne pas le faire. Je ne suis pas en train de dire que Zelensky aurait souhaité s'exprimer, a-t-il réagi à l'antenne de la chaîne d'information en continu américaine.



Si l'académie a choisi de ne pas le faire (...) alors je pense que cette décision aura été le moment le plus obscène de toute l'histoire de Hollywood ». Si c'était le cas, la star américaine a plaidé pour que l'ensemble des personnes ayant un rôle dans les Oscars boycottent la cérémonie. « Pour ma part, à mon retour, je détruirai mes statuettes en public », a-t-il assuré tout en espérant se tromper.

La fondation CORE, dirigée

par Sean Penn, transmettra à la mairie de Cracovie son savoir-faire pratique acquis lors d'actions similaires et ouvrira un bureau sur place pour venir en aide aux réfugiés ukrainiens. Agé de 61 ans, l'acteur aux deux Oscars -pour Harvey Milk et Mystic River- tourne un documentaire pour les studios Vice, selon la chaîne NBC News.

Oscars 2022 :

Mécontent d'une blague sur sa femme, Will Smith gifle Chris Rock sur scène

C'est une scène totalement inhabituelle pour les Oscars... et ce n'est a priori pas du cinéma. Les téléspectateurs de la cérémonie étaient estomaqués dimanche soir après une altercation entre les acteurs Will Smith et Chris Rock, le premier montant sur scène pour gifler le second.

Chris Rock, l'un des présentateurs de la 94e cérémonie des plus prestigieux prix de Hollywood, venait de faire une plaisanterie sur l'épouse de Will Smith, Jada Pinkett-Smith. Il a comparé ses cheveux, coupés à ras, au crâne rasé de Demi Moore dans le film A Armes égales de Ridley Scott (1997).

ABC coupe le son Jada Pinkett-Smith, qui a publiquement évoqué par le passé son alopécie (perte de cheveux), a levé les yeux au ciel. D'abord hilare, Will Smith est ensuite monté sur scène et a giflé Chris Rock, le bruit du coup résonnant dans les micros devant les spectateurs abasourdis, dans la salle où se déroulait la cérémonie comme sur leur canapé.

La chaîne ABC a coupé le son pendant la scène qui a suivi, mais le dialogue était audible sur des télévisions étrangères. « Wow. Wow. Will Smith vient de me démonter la tête », a lâché Chris Rock. « C'était une blague sur A Armes égales»,

s'est-il justifié auprès de l'acteur. « Laisse le nom de ma femme hors de ta putain de bouche », a hurlé Will Smith, revenu aux côtés de son épouse. L'Oscar du meilleur acteur pour Will Smith

L'acteur a ensuite remporté l'Oscar du meilleur acteur pour La Méthode Williams, où il incarne le père entraîneur des championnes Serena et Venus Williams. « Je veux m'excuser auprès de l'Académie » des Oscars, a-t-il alors lancé en larmes. « L'amour vous fait faire des choses folles », a-t-il ajouté, le visage couvert de larmes.



Nicolas Cage défend ses films sortis directement en vidéo à la demande



Au tournant des années 2010, la carrière de Nicolas Cage commençait sérieusement à battre de l'aile avec une série de déconvenues au box-office. Une myriade de flops intitulés L'Apprenti Sorcier, Hell Driver ou encore le catastrophique Ghost Rider 2 qui auront doucement poussé la star de Sailor et Lula dans les territoires obscurs du cinéma de série B, enchaînant ensuite des films qui ne connaîtront souvent pas de sortie en salle. Il faut dire que Nicolas Cage n'avait plus les moyens de faire la fine bouche.

A l'époque, il était tout bonnement ruiné après avoir dilapidé une fortune estimée à 150 millions de dollars en villas, châteaux et îles désertes, sans compter un os de dinosaure soufflé à Leonardo DiCaprio

pour 7 millions de dollars lors d'une vente aux enchères. Surendetté et poursuivi par le fisc à hauteur de 6,3 millions de dollars, Nicolas Cage était acculé.

« J'avais tous ces créanciers et le fisc sur le dos et je dépensais 20.000 dollars par mois pour garder ma mère en dehors de l'hôpital psychiatrique et c'était impossible. Tout me tombait dessus en même temps », s'est souvenu le comédien lors d'un entretien accordé à GQ. Mais s'il était contraint d'accepter tous les rôles qu'on lui proposait, Nicolas Cage y mettait toujours tout son cœur.

Une méprise

« Quand je faisais quatre films par an à la suite, je devais encore trouver quelque chose en eux qui me permette de donner mon maximum. Ils n'ont

pas tous marché », a poursuivi Nicolas Cage. « Certains étaient géniaux, comme Mandy, et d'autres ne fonctionnaient pas. Mais je n'y suis jamais allé à la légère. Alors s'il y a eu méprise, c'est là-dessus. Sur le fait que je les faisais sans m'investir. Ce n'était pas le cas. »

D'après la publication, Nicolas Cage a désormais fini de payer ses dettes et le vent semble tourner. Son dernier film, Un Talent en Or Massif, film dans lequel il joue son propre rôle, a été présenté au festival South by Southwest où il a été, semble-t-il, très apprécié. Le métrage a d'ores et déjà une note de 9/10 sur IMDb !

ALGÉRIE-CAMEROUN (BARRAGES RETOUR): Saïd Benrahma rejoint les Verts à Sidi Moussa

Le sélectionneur national, Djamel Belmadi, a fait appel à l'attaquant de West Ham, Saïd Benrahma, en prévision du match face au Cameroun, en barrage retour des éliminatoires de la Coupe du monde 2022 au Qatar, prévu mardi (20h30) au stade

Mustapha Tchaker de Blida, indique lundi la Fédération algérienne de football (FAF). Benrahma est arrivé en fin de matinée au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa (Alger) et sera présent lors de la séance d'entraînement, prévue à 18h00 au stade du Chahid

Mustapha Tchaker de Blida, précise la même source. Cette rencontre sera officiee par le Gambien Bakary Gassama, assisté de l'Angolais Jerson Emiliano Dos Santos (1er assistant) et de l'Egyptien Mahmoud Aboulregal (2ème assistant). Le quatrième arbitre est l'Egyptien Amin



Mohamed Omar, alors que le commissaire au match est le Tunisien Boussairi Boujelal.

Enfin, la VAR (assistance vidéo à l'arbitrage, ndlr) sera dirigée par la paire Allemande, composée de Marco Fritz (arbitre principal) et Christian Dingert (assistant). Au match aller disputé vendredi dernier à Douala, les Verts s'étaient imposés sur le score de 1-0.

Les agences de tourisme appelées à s'inscrire sur le portail électronique de la Omra

L'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO) a annoncé dimanche dans un communiqué que les agences de tourisme et de voyage désirant présenter



leurs candidatures pour l'organisation de la saison de

la Omra pour l'année 1443 de l'Hégire, peuvent s'inscrire et retirer le cahier des charges de cette opération à travers le portail électronique de la Omra.

«Les agences de tourisme et

de voyage peuvent, à partir de dimanche 27 mars 2022, s'inscrire et retirer le cahier des charges de la saison de la Omra pour l'année 1443 de l'Hégire via le portail électronique de la Omra: www.bawabetelomra.dz, et ce jusqu'à jeudi 31 mars à 16h30», lit-on dans le communiqué.

Les autorisations seront délivrées selon les rendez-vous fixés à travers le portail, conclut la même source.

Démantèlement de deux bandes criminelles à Alger

Les services de la Gendarmerie nationale (GN) ont procédé récemment au démantèlement de deux bandes criminelles à Zeralda et à Bir Mourad Rais, et à l'arrestation de 12 individus et la saisie d'armes blanches et de plus de 5.000 comprimés psychotropes, indique dimanche un communiqué des mêmes services.

«Dans le cadre de l'éradication des bandes de quartier, la Brigade territoriale de la GN à Bellouta, a mis un terme aux activités d'une bande de quartier qui semait la terreur

parmi les citoyens», a indiqué le communiqué.

Agissant sur la base d'informations parvenues à la brigade faisant état d'une rixe entre deux groupes dans les environs du village Bellouta (commune de Staouéli), il a été procédé à la constitution d'une patrouille soutenue par les membres de la division territoriale de la GN de Zeralda, en plus des éléments du Détachement spécial d'intervention (DSI) de la GN de Mahelma, en vue de se déplacer sur le lieu».

«Neuf individus impliqués

ont été arrêtés, avec la saisie d'un fusil de pêche, de (08) grands sabres, un bâton, des feux d'artifice (Signal), en sus de la mise en fourrière d'un véhicule touristique», lit-on dans le communiqué.

Selon la même source, «les individus arrêtés sont des membres d'une bande de quartier lourdement armée qui semait la terreur parmi les citoyens», précisant que la majorité des membres de la bande sont des repris de justice.

Par ailleurs et sur la base d'informations sûres obtenues



par la Brigade territoriale de la GN de Zonka, selon lesquelles trois individus se livraient au stockage de produits psychotropes (comprimés psychotropes), en vue de les vendre dans la commune de Birkhadem (w.Alger), une descente a été menée sur le lieu de résidence des individus suspectés qui s'est soldée

par la découverte de 5.325 comprimés psychotropes de type Prégabaline».

Selon le même communiqué, cette opération s'inscrit dans le cadre de «la concrétisation du plan sécuritaire adopté par le commandant du groupement territorial de la GN d'Alger, portant intensification du contrôle et redynamisation des renseignements en vue de lutter contre la prolifération du trafic de stupéfiants et de produits psychotropes, sous leurs diverses formes, parmi les jeunes».

ACCIDENTS DE LA ROUTE:

10 morts et 346 blessés en une semaine

Dix (10) personnes ont trouvé la mort et 346 autres ont été blessées dans 295 accidents de la route survenus en zones urbaines durant la période allant du 15 au 21 mars, selon un bilan publié, jeudi, par la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN). Le bilan fait état du recul du nombre d'accidents (-33) et de blessés (-39), contre une hausse du nombre de morts (+1) par rapport à la semaine précédente. Le facteur humain reste la principale cause de ces accidents

(+96%) qui surviennent en raison du non respect du code de la route et de la distance de sécurité, de l'excès de vitesse, du manque de concentration au volant et de l'état des véhicules, selon les données de la Sûreté nationale.

La Direction générale de la Sûreté nationale appelle les usagers de la route à la prudence et au respect du code de la route, rappelant que les numéros vert 1548 et de secours 17 sont à la disposition des citoyens 24h/24.

